

VERTALING

[98/29364]

28 JULI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 tot benoeming van de leden van de commissie die belast is met het uitbrengen van adviezen inzake de werving in het gesubsidieerd onderwijs van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen anders dan die van groep A

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, inzonderheid op artikel 6, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de inrichtingen voor gesubsidieerd officieel middelbaar onderwijs of normaalonderwijs, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de inrichtingen voor gesubsidieerd vrij middelbaar onderwijs of normaalonderwijs, met inbegrip van het psychopedagogisch post-secundair jaar, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen, in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 tot benoeming van de leden van de commissie die belast is met het uitbrengen van adviezen inzake de werving in het gesubsidieerd onderwijs van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen anders dan die van groep A,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 tot benoeming van de leden van de commissie die belast is met het uitbrengen van adviezen inzake de werving in het gesubsidieerd onderwijs van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen anders dan die van groep A, worden de woorden « de heer D. Daminette » en « de heer L. Goffart » respectievelijk vervangen door de woorden « de heer J. Rouge » en « de heer A. Deprez ».

Art. 2. In artikel 2, 5°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de heer J.-M. Ansciaux » vervangen door de woorden « de heer J.-M. Simon ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 4. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 juli 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[S - C - 98/21377]

Arrêt n° 78/98 du 7 juillet 1998

Numéro du rôle : 1134

En cause : les questions préjudicielles relatives à l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., posées par le Tribunal de première instance de Bruxelles.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles*

Par jugement du 10 juillet 1997 en cause de la s.a. Ludeco contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 18 juillet 1997, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé les questions préjudicielles suivantes :

« L'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. compris dans ce sens qu'il permet au Roi de prescrire une retenue des crédits d'impôt valant saisie-arrêt conservatoire, la condition requise par l'article 1413 du Code judiciaire étant censée remplie et dès lors que la dette d'impôt ne constitue pas - par hypothèse - une créance conforme à l'article 1415 de ce Code en faveur de l'administration, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution

1. en ce qu'il permet de déroger de manière substantielle, en matière de T.V.A., au droit commun des saisies, plus particulièrement aux articles 1413 et suivants du Code judiciaire, la compétence matérielle du juge des saisies se limitant tout au plus à un contrôle formel ?

2. dans la mesure où il établit une différence de traitement entre les différents créanciers de l'Etat belge au détriment des créanciers titulaires d'un crédit d'impôt en matière de T.V.A. ?

3. dans la mesure où il établit une différence de traitement entre les différentes catégories de personnes titulaires d'une créance fiscale à l'égard de l'Etat belge, celles titulaires d'un crédit d'impôt en matière de T.V.A. pouvant faire l'objet d'une retenue valant saisie-arrêt conservatoire dans les conditions prérappelées ?

4. dans la mesure où il établit une différence de traitement entre différentes catégories de personnes soumises à des impôts indirects et titulaires d'une créance fiscale à l'égard de l'Etat belge au détriment de celles titulaires d'un crédit d'impôt en matière de T.V.A. pouvant faire l'objet d'une retenue valant saisie-arrêt conservatoire dans les conditions prérappelées ?

5. dans la mesure où il établit une différence de traitement en faveur de l'Etat belge créancier du titulaire du crédit d'impôt et les créanciers de cette même personne, désignés à l'article 1628, alinéa 2, du Code judiciaire, qui ont fait procéder à une saisie conservatoire selon le droit commun ? »

II. *Les faits et la procédure antérieure*

La partie requérante demande à la chambre des saisies du Tribunal de première instance de Bruxelles de faire lever des retenues valant saisies-arrêts conservatoires auxquelles a procédé l'Etat belge et réclame en conséquence la restitution de sommes d'argent.

A la suite de divers contrôles accomplis par le défendeur, l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines ou l'inspection spéciale des impôts a dressé des procès-verbaux imputant à la demanderesse diverses fraudes. Des sommes d'argent lui ont dès lors été réclamées. La demanderesse a introduit des recours contre ces prétentions.

Par ailleurs, la demanderesse s'est trouvée créancière de sommes d'argent à l'égard du défendeur par application des mécanismes de la T.V.A.

Se fondant sur l'article 8.1, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée tel que modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, le défendeur a opéré des retenues valant saisie-arrêt conservatoire entre les mains du contrôleur en chef du service de la T.V.A. sur les montants dont la demanderesse est créancière et pour sûreté du montant qui lui était réclamé par le défendeur.

Devant le Tribunal de première instance de Bruxelles, chambre des saisies, la demanderesse a mis en cause l'article 76 du Code de la T.V.A. en ce que, prolongé par l'article 8.1, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969, il créait des discriminations que prohibent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le Tribunal a estimé opportun de faire droit à la demande de poser certaines questions préjudicielles à la Cour. Il a dès lors posé les questions préjudicielles mentionnées ci-dessus.

III. *La procédure devant la Cour*

Par ordonnance du 18 juillet 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 17 septembre 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 19 septembre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- la partie requérante devant le juge *a quo*, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue Coenraets 64, par lettre recommandée à la poste le 23 octobre 1997;

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, et l'Etat belge, par lettre recommandée à la poste le 27 octobre 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 14 novembre 1997.

La partie requérante devant le juge *a quo* a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 11 décembre 1997.

Par ordonnance du 18 décembre 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 18 juillet 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 29 avril 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 27 mai 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1998.

A l'audience publique du 27 mai 1998 :

- ont comparu :

. Me M. Marlière et Me T. Vandenput *loco* Me X. Leurquin, avocats au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante devant le juge *a quo*;

. Me F. T'Kint, avocat à la Cour de cassation, pour le Conseil des ministres et pour l'Etat belge;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *En droit*

— A —

Mémoire de la partie requérante devant le juge a quo

A.1.1. L'interprétation que le juge *a quo* donne ou peut sembler donner à la norme législative ne s'impose pas à la Cour, qui est libre de lui préférer une autre interprétation plus conforme à la Constitution. Une première réponse à la question posée devrait consister à dire que l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., interprété dans le sens où il n'autorise pas le Roi à porter atteinte au droit reconnu à toute personne de soumettre toute demande de paiement formulée par elle ou contre elle et toute retenue ou saisie dont elle est l'objet à un contrôle judiciaire effectif, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.1.2. La Cour n'étant cependant pas en mesure d'imposer au juge *a quo* l'interprétation d'une norme législative qui doit logiquement et juridiquement prévaloir, elle doit se prononcer sur la constitutionnalité, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. dans la mesure où cet article est interprété comme autorisant le Roi à apporter, en matière de T.V.A., des dérogations substantielles au droit commun des saisies ayant pour effet de porter atteinte au droit reconnu à toute personne de soumettre toute demande de paiement formulée par elle ou contre elle et toute retenue ou saisie dont elle fait l'objet à un contrôle judiciaire effectif.

Dans cette interprétation, la disposition soumise à la Cour viole les articles 10 et 11 de la Constitution pour les motifs suivants.

Tout d'abord, elle met les créanciers T.V.A. dans une situation discriminatoire. Conformément au droit commun des saisies, des personnes ne peuvent faire l'objet d'une saisie conservatoire que pour autant qu'il y ait célérité (article 1413 du Code judiciaire), qu'il existe à leur égard une créance certaine, exigible, liquide ou susceptible d'estimation provisoire (article 1415 du Code judiciaire) et qu'elles disposent en tous les cas de la possibilité de soumettre les mesures dont elles sont l'objet à un contrôle judiciaire effectif. Le créancier T.V.A., pour sa part, peut faire l'objet d'une retenue valant saisie-arrêt conservatoire, sans qu'il soit nécessaire de démontrer qu'il y a célérité et alors même qu'il n'y a pas de créance certaine, exigible et liquide, le contrôle judiciaire pouvant s'exercer à l'égard d'une telle retenue étant de la sorte réduit à un contrôle purement formel.

On n'aperçoit pas quelle justification objective et raisonnable peut être donnée à la différence de traitement entre, d'une part, les créanciers T.V.A. et, d'autre part, toute personne généralement quelconque pouvant faire l'objet d'une saisie conservatoire ou d'une mesure analogue ou même plus précisément toutes les personnes qui ont la qualité de créancier de l'Etat, ou plus précisément encore toutes celles qui sont créancier fiscal de l'Etat ou encore plus précisément toutes celles qui sont créanciers fiscaux de l'Etat en matière d'impôt indirect. Les créanciers T.V.A. font l'objet d'une atteinte disproportionnée par rapport à l'objectif d'assurer le recouvrement des impôts si l'on prend en compte le droit que possède chacun à un contrôle judiciaire effectif.

On relèvera qu'alors qu'il existe des situations analogues et comparables à celles que l'on rencontre en matière de T.V.A. dans le secteur du droit fiscal direct ou indirect, des techniques analogues à celle qui est dénoncée ne sont pas mises en place.

A.1.3. Les dispositions soumises à la Cour, dans l'interprétation précisée ci-dessus, méconnaissent par ailleurs les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles confèrent à l'Etat belge une position privilégiée par rapport aux autres créanciers qui ont fait procéder à une saisie conservatoire selon le droit commun : on ne perçoit pas ce qui serait de nature à justifier objectivement et raisonnablement la position privilégiée de l'Etat belge, créancier d'une personne titulaire de crédits d'impôt en matière de T.V.A.

Mémoire du Conseil des ministres et de l'Etat belge

A.2.1. Telles qu'elles sont libellées, les questions préjudicielles reposent sur une interprétation inexacte du Code de la T.V.A. En effet, dans la mesure où les objections soulevées par le jugement *a quo* reposent sur la considération qu'en vertu de la disposition légale litigieuse, il ne peut exercer aucun contrôle, si ce n'est strictement formel, de la retenue permise par l'article 76 du Code de la T.V.A., elles se fondent sur une lecture erronée de la disposition applicable et sont sans aucun fondement.

En effet, la disposition visée n'autorise pas l'exécutif à priver l'assujetti à la T.V.A., en principe créancier de crédits d'impôt, en cas de retenue de crédits d'impôt par l'Etat belge, de tout recours effectif devant un tribunal indépendant et bénéficiant de la plénitude de juridiction, pas plus qu'elle ne soumet ces créanciers - assujettis - à l'arbitraire de l'administration.

A.2.2. La Cour peut néanmoins opérer son contrôle de constitutionnalité sur l'article 76 de la T.V.A. en prenant en considération l'article 8.1 de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969. A cet égard, il faut relever qu'il n'est pas inconstitutionnel de traiter différemment deux ou plusieurs catégories de citoyens pour autant que la distinction opérée soit justifiée par un but légitime et que les moyens mis en oeuvre soient raisonnables et proportionnés à ce but.

L'arrêt n° 80/95 du 14 décembre 1995 est rappelé. Il existe toutefois entre les retenues des crédits d'impôt en matière de T.V.A. et la retenue visée par la disposition en cause dans cet arrêt des différences fondamentales : la retenue de crédits d'impôt a pour but d'empêcher que soit remboursé, par le créancier lui-même, un crédit d'impôt sur lequel l'assujetti n'a aucun droit; la procédure de retenues des crédits d'impôt T.V.A. ne peut être poursuivie qu'aux conditions strictes prévues par l'arrêté royal n° 4 et cette procédure prévoit un recours juridictionnel et un contrôle effectif devant le juge des saisies, qui a un pouvoir d'appréciation analogue à celui dont il jouit en droit commun, même si ce contrôle doit s'exercer en tenant compte des règles spécifiques, spécialement dans le domaine de la preuve, à la matière de la T.V.A., ces conditions particulières, dérogatoires sur certains points au droit commun, étant objectivement, légitimement et raisonnablement justifiées.

Le fait que la procédure de retenue qui vaut saisie-arrêt n'est pas une saisie-arrêt mais une procédure *sui generis* qui déroge au Code judiciaire n'est pas en soi critiquable : le Code judiciaire n'est pas assimilable à la loi fondamentale; des lois particulières peuvent y déroger. L'objectif légitime poursuivi en l'espèce par le législateur est, dans le cadre d'une gestion responsable et efficace des moyens fiscaux de l'Etat et des deniers publics, la protection des droits de l'Etat contre l'insolvabilité de ses débiteurs, et en particulier la lutte contre les mécanismes de fraude actuels, souvent très sophistiqués. Il s'agit d'un objectif absolument essentiel et prioritaire.

L'organisation de la procédure de retenue des crédits d'impôt T.V.A repose sur une distinction opérée à l'aide de critères objectifs et ne laisse pas de place à l'arbitraire des pouvoirs publics. Elle concerne tous les assujettis T.V.A. qui sont visés à l'article 8.1, § 2, alinéas 4 et 5, de l'arrêté royal n° 4. Il s'agit de catégories d'assujettis dont l'administration a constaté qu'ils disposent en principe d'un crédit d'impôt mais auquel correspond en tout ou en partie une dette de T.V.A. résultant du non-respect des obligations imposées par le Code de la T.V.A.

La mesure est pertinente et proportionnelle par rapport à l'objectif poursuivi. Il faut à cet égard tenir compte du recours juridictionnel effectif dont dispose l'assujetti en vertu de l'article 8.1, § 3, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 4, qui permet au juge de prendre connaissance de toutes les contestations soulevées par les parties à propos de la retenue de crédit d'impôt opérée par l'administration, c'est-à-dire d'en apprécier la légitimité et la régularité et de vérifier si les conditions de fond et de forme pour l'établissement d'une retenue de crédit d'impôt sont remplies. Dès lors, même si les conditions de validité de la retenue sont différentes de celles qui régissent les saisies, le rôle du juge des saisies est effectif et, pour l'essentiel, identique à celui qu'il est appelé à jouer lorsqu'il intervient sur la base de l'article 1395 du Code judiciaire.

Les conditions de fond et de forme particulières auxquelles la retenue doit répondre et en fonction desquelles le juge des saisies va exercer son contrôle ne sont pas davantage contraires au principe d'égalité et de non-discrimination. La procédure a pour objectif et pour effet de supprimer la possibilité pour un assujetti de se faire verser un crédit d'impôt auquel il n'a pas droit et de restaurer l'équilibre et l'égalité entre les assujettis qui respectent les obligations légales et ceux qui violent la loi. Ce but ne peut être atteint que par des conditions plus souples fixées à l'article 8.1 de l'arrêté royal n° 4. Cet article prévoit que la condition de célérité est censée remplie parce qu'il est nécessaire d'éviter immédiatement que des crédits d'impôt indus soient versés à l'assujetti. La créance ne doit pas être certaine mais en cas de contestation, le juge des saisies doit vérifier s'il existe, dans le chef de l'administration, une créance qui, *prima facie*, présente une apparence de fondement. Lorsqu'il intervient dans le domaine des saisies au sens du Code judiciaire, le juge des saisies opère le même contrôle.

Certes, le juge sera lié par les règles de preuve ordinaires en matière de T.V.A., c'est-à-dire plus précisément par l'article 59 du Code de la T.V.A. Il en va cependant de même dans le cadre d'une procédure de saisie conservatoire puisque le juge doit avoir égard au mode de preuve applicable à la matière particulière à propos de laquelle il est appelé à statuer. D'autre part, il n'est pas prétendu que l'article 59 du Code de la T.V.A. méconnaîtrait les articles 10 et 11 de la Constitution.

Concernant l'exigibilité de la créance, le contrôle du juge des saisies est identique à celui qu'il exercerait à propos d'une saisie conservatoire.

La différence de traitement qui résulterait d'autres modalités complémentaires prévues à l'alinéa 10 de l'article 8.1, § 3, de l'arrêté royal n° 4 est également raisonnablement et légitimement justifié et dans un rapport de proportionnalité avec l'objectif poursuivi.

Mémoire en réponse de la partie requérante devant le juge a quo

A.3.1. Le Conseil des ministres et l'Etat belge représenté par le ministre des Finances ont introduit un mémoire unique, ce qui empêche d'identifier les observations de l'un et de l'autre. La loi spéciale du 6 janvier 1989 ne prévoit pas la possibilité pour deux parties distinctes de s'exprimer au moyen d'un document de procédure unique. La partie requérante s'en remet à la sagesse de la Cour quant à la validité de ce mémoire conjoint.

A.3.2. Le mémoire du Conseil des ministres et de l'Etat belge ne fournit aucune réponse aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième questions posées par le juge *a quo*.

A.3.3. Concernant la première question, le point de vue défendu en premier lieu par les parties adverses est inexact en droit et en fait. La Cour n'est pas autorisée à se substituer au juge du fond qui, par le fait qu'il pose une question préjudicielle, établit que la réponse présente pour lui un intérêt compte tenu du litige porté devant lui. Ce qui est attendu de la Cour, c'est la réponse à une question qui, se fondant sur ce que le contenu d'un arrêté royal porte atteinte à un droit fondamental, demande si ce qui a été décidé par cet arrêté peut s'autoriser de l'habilitation contenue à l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A.

Concernant le second point de vue défendu par les parties adverses, il faut rappeler que la Cour n'est compétente que pour se prononcer sur des normes législatives. Certes, dans certains arrêts, la Cour décide d'analyser le contenu d'un arrêté royal en se plaçant dans l'hypothèse où la loi d'habilitation doit s'interpréter comme autorisant le Roi à prendre ces mesures. Cette jurisprudence risque toutefois de faire surgir de difficiles et, à première vue, insolubles questions d'interprétation des actes de l'exécutif susceptibles d'opposer les juges judiciaires et administratifs, d'une part, et la Cour d'arbitrage, d'autre part; le débat risque de se déplacer du terrain de la constitutionnalité vers celui de l'interprétation de l'acte de l'exécutif.

L'on peut à cet égard observer que les parties adverses se prononcent dans leur mémoire essentiellement sur des questions d'interprétation de l'arrêté royal n° 4.

Il reste encore à démontrer pourquoi la procédure *sui generis* en matière de T.V.A. ne se justifie pas dans d'autres branches des impôts indirects, en matière de droit fiscal d'une manière plus générale, ou en faveur de créanciers autres que l'Etat.

Concernant l'absence de droit au crédit d'impôt dans le chef de l'assujetti, il faut observer que le droit au crédit d'impôt n'est ni contestable ni contesté par l'Etat, que c'est la dette de l'assujetti qui est contestée. En droit commun, pareille situation s'oppose à toute compensation. On s'interroge comment il se fait qu'en matière de T.V.A., il puisse en aller autrement. Il reste également à justifier pourquoi les crédits d'impôt sont estimés comme étant « souvent fictifs », pourquoi les créanciers T.V.A. sont nécessairement des fraudeurs, n'ayant d'autre souci que d'organiser leur insolvabilité et pourquoi les infractions en matière de T.V.A. sont plus lourdes qu'en tout autre domaine de la fiscalité.

— B —

Quant à la recevabilité du mémoire du Conseil des ministres et de l'Etat belge

B.1.1. La partie requérante devant le juge *a quo* conteste la possibilité pour deux parties distinctes d'introduire un mémoire unique.

B.1.2. L'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage prévoit que, dans les quarante-cinq jours de la réception des notifications faites par le greffier en vertu des articles 76, 77 et 78, le Conseil des ministres, les gouvernements, les présidents des assemblées législatives et les personnes destinataires de ces notifications peuvent adresser un mémoire à la Cour.

Les parties en cause devant la juridiction qui a pris la décision de renvoi sont, en vertu de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, destinataires de ces notifications.

En tant que partie devant le juge *a quo*, l'Etat belge est soumis à l'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989. En tant qu'autorité expressément visée, le Conseil des ministres est soumis à cette même disposition.

Rien n'empêche que deux parties visées à l'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 déposent un mémoire unique, pour autant qu'elles respectent chacune le délai qui leur est imparti, ce qui n'est pas contesté en l'espèce.

B.1.3. L'exception d'irrecevabilité est dès lors rejetée.

Quant aux questions préjudicielles

B.2. Le Tribunal de première instance de Bruxelles interroge la Cour sur la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. en ce qu'il permet au Roi de prévoir au profit de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines une retenue des crédits d'impôt valant saisie-arrêt conservatoire, la condition requise par l'article 1413 du Code judiciaire étant censée remplie, même quand la dette fiscale n'a pas les caractères requis par l'article 1415 de ce Code. La violation résulterait de ce que cette disposition permet de déroger de manière substantielle au droit commun des saisies, plus particulièrement aux articles 1413 et suivants du Code judiciaire, la compétence matérielle du juge des saisies se limitant tout au plus à un contrôle formel.

Il en résulterait une première différence de traitement entre, d'une part, les créanciers titulaires d'un crédit d'impôt en matière de T.V.A. et, d'autre part, les autres créanciers de l'Etat belge, les catégories de personnes titulaires d'une créance fiscale à l'égard de l'Etat belge et les catégories de personnes soumises à des impôts indirects.

Il en résulterait une seconde différence de traitement en faveur de l'Etat belge créancier du titulaire du crédit d'impôt par rapport aux créanciers de cette même personne, désignés à l'article 1628, alinéa 2, du Code judiciaire, qui ont fait procéder à une saisie conservatoire selon le droit commun.

B.3. L'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., tel qu'il a été modifié par l'article 86 de la loi du 28 décembre 1992, dispose :

« Lorsque le montant des déductions prévues par les articles 45 à 48 excède à la fin de l'année civile le montant des taxes dues par l'assujetti qui est établi en Belgique, qui a en Belgique un établissement stable ou qui, en vertu de l'article 55, a fait agréer en Belgique un représentant responsable, l'excédent est restitué, aux conditions fixées par le Roi, dans les trois mois sur demande expresse de l'assujetti.

Le Roi peut prévoir la restitution de l'excédent avant la fin de l'année civile dans les cas qu'il détermine et aux conditions qu'il fixe.

En ce qui concerne les conditions visées aux alinéas 1^{er} et 2, le Roi peut prévoir, au profit de l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, une retenue valant saisie-arrêt conservatoire au sens de l'article 1445 du Code judiciaire. »

L'article 1445 du Code judiciaire dispose :

« Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter par huissier de justice, à titre conservatoire, entre les mains d'un tiers, les sommes et effets que celui-ci doit à son débiteur.

En cas d'inaction de son débiteur, le créancier peut, par application de l'article 1166 du Code civil, former la même procédure.

L'acte de saisie contient le texte des articles 1451 à 1456 et l'avertissement au tiers saisi qu'il devra se conformer à ces dispositions. »

Des motifs de son jugement, il ressort que le juge *a quo* se réfère à l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993 pris en exécution de l'article 76, § 1^{er}, précité.

L'article 8.1, § 3, alinéa 4, de cet arrêté dispose :

« Si la dette d'impôt visée à l'alinéa 1^{er} ne constitue pas une créance certaine, liquide et exigible, en tout ou en partie, au profit de l'administration, ce qui est notamment le cas lorsqu'elle est contestée ou lorsqu'elle a donné lieu à une contrainte visée à l'article 85 du Code dont l'exécution est interrompue par l'opposition prévue à l'article 89 du Code, le crédit d'impôt est retenu à concurrence de la créance de l'administration. Cette retenue vaut saisie-arrêt conservatoire jusqu'à ce que le litige soit définitivement terminé, soit au plan administratif, soit par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée. Pour la mise en oeuvre de cette retenue, la condition exigée par l'article 1413 du Code judiciaire est censée être remplie. »

Les créanciers titulaires d'un crédit d'impôt en matière de T.V.A., par ailleurs débiteurs d'une dette fiscale vis-à-vis de l'Etat, font l'objet d'un traitement différent puisque le crédit d'impôt peut être retenu à concurrence de leur dette, selon une procédure qui déroge aux articles 1413 et 1415 du Code judiciaire.

Ces articles disposent :

« Art. 1413. Tout créancier peut, dans les cas qui requièrent célérité, demander au juge l'autorisation de saisir conservatoirement les biens saisissables qui appartiennent à son débiteur. »

« Art. 1415. La saisie conservatoire ne peut être autorisée que pour une créance certaine et exigible, liquide ou susceptible d'une estimation provisoire.

[...] »

L'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., tel qu'il est interprété par le juge *a quo*, établit également une différence de traitement entre l'Etat en tant que créancier du titulaire du crédit d'impôt et les autres créanciers de cette personne, désignés à l'article 1628, alinéa 2, du Code judiciaire, qui ont fait procéder à une saisie conservatoire selon le droit commun.

B.4. La Cour ne peut se prononcer sur le caractère justifié ou non d'une différence de traitement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution que si cette différence est imputable à une norme législative. A cet égard, il y a lieu de relever que lorsqu'un législateur délègue, il faut supposer, sauf indication contraire, qu'il n'entend habiliter le délégué qu'à faire de son pouvoir un usage conforme aux articles 10 et 11 de la Constitution.

La Cour analysera la mesure exprimée dans l'article 8.1, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal précité, non afin de se prononcer sur la constitutionnalité d'un arrêté royal, ce qui n'est pas de sa compétence, mais seulement en se plaçant, conformément aux termes de la question préjudicielle, dans l'hypothèse où l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. doit s'interpréter comme autorisant le Roi à prendre cette mesure.

B.5. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.6. Dès lors que le produit de l'impôt ne peut être affecté qu'à la satisfaction de l'intérêt général et à la mise en oeuvre, par les pouvoirs publics, de leurs engagements vis-à-vis de la collectivité, il doit être admis que les mesures conservatoires des intérêts de l'Etat puissent déroger à certaines règles du droit commun. Le législateur fiscal peut donc déroger à des dispositions du Code judiciaire sans pour autant méconnaître nécessairement les règles d'égalité et de non-discrimination.

B.7. La Cour doit cependant vérifier si, compte tenu de ses effets, la mesure en cause n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.8. Il résulte des travaux préparatoires de l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. que le législateur s'est soucié de protéger les intérêts du Trésor et de prévenir la fraude et l'évasion fiscale « sans toutefois léser les droits de l'assujetti. A cette fin, le Gouvernement est d'avis que la meilleure solution est d'accorder à cette retenue la valeur d'une saisie conservatoire à exercer dans les limites et dans les conditions à déterminer par le Roi. Pour ce qui ne serait pas déterminé de façon spécifique par le Roi, il y aurait alors application du Code judiciaire ou des autres dispositions légales applicables vis-à-vis de l'Etat » (*Doc. parl., Chambre, 1992-1993, n° 684/2, p. 10; Doc. parl., Chambre, 1992-1993, n° 684/4, p. 54*).

B.9. S'il est légitime que le législateur se soucie de prévenir la fraude fiscale et de protéger les intérêts du Trésor, par souci de justice et pour remplir au mieux les tâches d'intérêt général dont il a la charge, il convient toutefois que les mesures prises n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire à cette fin. Le contrôle de la Cour est plus strict si des principes fondamentaux sont en cause.

B.10. Selon le juge qui pose la question préjudicielle, l'article 76, § 1^{er}, ne permettrait qu'un contrôle formel du juge des saisies. La Cour doit donc vérifier si les dérogations au droit commun des saisies n'ont pas pour effet de priver les contribuables concernés de la garantie essentielle que constitue le contrôle juridictionnel effectif portant sur la régularité et la validité de la retenue d'une dette d'impôt dans une procédure de saisie.

A cet égard, il faut relever que, en vertu de l'alinéa 10 de l'article 8.1, § 3, de l'arrêté royal du 29 décembre 1969 précité, « l'assujetti peut uniquement faire opposition à la retenue visée aux alinéas 4 et 5 en faisant application de l'article 1420 du Code judiciaire. Néanmoins, le juge des saisies ne peut pas ordonner la mainlevée de la saisie aussi longtemps que la preuve administrée par les procès-verbaux visés à l'alinéa 6 n'est pas réfutée, aussi longtemps que les données issues de l'échange de renseignements entre les Etats membres de la Communauté ne sont pas obtenues ou pendant le temps d'une information du parquet ou d'une instruction du juge d'instruction ».

Il en résulte que le juge des saisies ne peut se prononcer que sur la régularité formelle de la procédure de retenue et non sur les conditions de fond de celle-ci. Dès lors que le pouvoir d'appréciation du juge des saisies quant au caractère certain, liquide et exigible de la créance de l'administration fiscale est exclu, et qu'en outre, selon l'alinéa 4 de l'article 8.1, § 3, de l'arrêté, les effets de la retenue persistent tant que n'intervient pas un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, les personnes visées par la mesure sont atteintes de manière disproportionnée dans leur droit à un contrôle juridictionnel effectif.

L'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., modifié par la loi du 28 décembre 1992, interprété comme autorisant le Roi à prescrire une retenue des crédits d'impôt valant saisie-arrêt conservatoire, la condition requise par l'article 1413 du Code judiciaire étant censée remplie même quand la dette d'impôt ne constitue pas une créance conforme à l'article 1415 de ce Code, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il aboutit à priver les personnes faisant l'objet d'une retenue de tout contrôle juridictionnel effectif sur la régularité et la validité de la retenue.

B.11. La Cour constate cependant que l'article 76, § 1^{er}, lui-même, en son alinéa 3, se borne à permettre au Roi de prévoir « au profit de l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, une retenue valant saisie-arrêt conservatoire au sens de l'article 1445 du Code judiciaire ».

Ce texte peut aussi être interprété comme n'autorisant pas le Roi à déroger à ce point au droit commun en matière de saisie-arrêt conservatoire qu'il puisse priver les personnes qui font l'objet d'une retenue de tout contrôle juridictionnel effectif quant à la régularité et à la validité de cette retenue. Dans cette interprétation, l'article 76, § 1^{er}, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A., modifié par la loi du 28 décembre 1992, interprété comme autorisant le Roi à prévoir, au profit de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, une retenue des crédits d'impôt valant saisie-arrêt conservatoire, la condition requise par l'article 1413 du Code judiciaire étant censée remplie même quand la dette fiscale n'a pas les caractères requis par l'article 1415 de ce Code, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il aboutit à priver les personnes faisant l'objet d'une retenue de tout contrôle juridictionnel effectif sur la régularité et la validité de la retenue.

Interprété comme n'autorisant pas le Roi à priver les personnes qui font l'objet d'une retenue de crédit d'impôt, valant saisie-arrêt conservatoire, de tout contrôle juridictionnel effectif quant à la régularité et à la validité de cette retenue, l'article 76, § 1^{er}, du Code de la T.V.A ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 7 juillet 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[S - C - 98/21377]

Arrest nr. 78/98 van 7 juli 1998

Rolnummer 1134

In zake : de prejudiciële vragen betreffende artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, gesteld door de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vragen

Bij vonnis van 10 juli 1997 in zake de n.v. Ludeco tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 18 juli 1997, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« Schendt artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, in die zin begrepen dat het de Koning toestaat een inhouding voor te schrijven van de belastingkredieten geldend als bewarend beslag onder derden, waarbij de voorwaarde vereist bij artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek geacht wordt vervuld te zijn en aangezien de belastingschuld - per definitie - geen schuldvordering is overeenkomstig artikel 1415 van dat Wetboek ten gunste van de administratie, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet,

1. in zoverre het de mogelijkheid biedt op het stuk van de B.T.W. op aanzienlijke wijze af te wijken van het gemeenschappelijk beslagrecht, en met name van de artikelen 1413 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, vermits de materiële bevoegdheid van de beslagrechter zich beperkt tot ten hoogste een controle van de vorm ?

2. in zoverre het een verschil in behandeling invoert tussen de verschillende schuldeisers van de Belgische Staat, ten nadele van de schuldeisers die houder zijn van een belastingkrediet op het stuk van de B.T.W. ?

3. in zoverre het een verschil in behandeling invoert tussen de verschillende categorieën van personen die houder zijn van een fiscale schuldvordering ten aanzien van de Belgische Staat, vermits tegen diegenen die houder zijn van een belastingkrediet op het stuk van de B.T.W. een inhouding kan worden gedaan die geldt als bewarend beslag onder derden in de hiervoor in herinnering gebrachte omstandigheden ?

4. in zoverre het een verschil in behandeling invoert tussen de verschillende categorieën van personen die aan indirecte belastingen zijn onderworpen en houder zijn van een fiscale schuldvordering ten opzichte van de Belgische Staat, ten nadele van diegenen die houder zijn van een belastingkrediet op het stuk van de B.T.W. en tegen wie een inhouding kan worden gedaan die geldt als bewarend beslag onder derden in de hiervoor in herinnering gebrachte omstandigheden ?

5. in zoverre het een verschil in behandeling invoert ten gunste van de Belgische Staat die schuldeiser is van de houder van het belastingkrediet en de schuldeisers van diezelfde persoon, genoemd in artikel 1628, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, die volgens het gemeen recht een bewarend beslag hebben laten uitvoeren ? »

II. De feiten en de rechtspleging in het bodemgeschil

De verzoekende partij vordert voor de beslagkamer van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel dat inhoudingen die gelden als bewarend beslag onder derden waartoe de Belgische Staat is overgegaan, worden gelicht en eist diensgevolg de teruggave van geldsommen.

Ten gevolge van verschillende controles die de verweerder heeft uitgevoerd, heeft de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen of bijzondere belastinginspectie processen-verbaal opgesteld waarin aan de eiseres diverse bedrieglijke praktijken ten laste werden gelegd. Bijgevolg werden van haar geldsommen geëist. De eiseres heeft tegen die aanspraken beroepen ingesteld.

Bovendien is de eiseres schuldeiseres geworden van geldsommen die zij te goed heeft van de verweerder, met toepassing van de mechanismen van de B.T.W.

Steunend op artikel 8.1, § 3, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, heeft de verweerder inhoudingen gedaan die gelden als bewarend beslag onder derden in handen van de hoofdcontroleur van de dienst van de B.T.W., op de bedragen waarvan de eiseres schuldeiseres is en als zekerheid voor het bedrag dat door de verweerder van haar werd gevorderd.

Voor de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel, beslagkamer, heeft de eiseres artikel 76 van het B.T.W.-Wetboek in het geding gebracht, doordat het, met artikel 8.1, § 3, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 als verlengstuk, discriminaties in het leven zou roepen die door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn verboden.

De Rechtbank heeft het opportuun geacht het verzoek bepaalde prejudiciële vragen te stellen aan het Hof in te willigen. Zij heeft bijgevolg de hiervoor geciteerde prejudiciële vragen gesteld.

III. De rechtspleging voor het Hof

Bij beschikking van 18 juli 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 17 september 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1997.

Memories zijn ingediend door :

- de verzoekende partij voor de verwijzende rechter, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd te 1060 Brussel, Coenraetsstraat 64, bij op 23 oktober 1997 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, en de Belgische Staat, bij op 27 oktober 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 14 november 1997 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partij voor de verwijzende rechter heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 11 december 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 18 december 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 18 juli 1998.

Bij beschikking van 29 april 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 27 mei 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 30 april 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 27 mei 1998 :

- zijn verschenen :
 - . Mr. M. Marlière en Mr. T. Vandenput *loco* Mr. X. Leurquin, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij voor de verwijzende rechter;
 - . Mr. F. T'Kint, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad en voor de Belgische Staat;
- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. In rechte

— A —

Memorie van de verzoekende partij voor de verwijzende rechter

A.1.1. De interpretatie die de verwijzende rechter aan de wetkrachtige norm geeft of kan lijken te geven, is niet bindend voor het Hof, dat vrij is de voorkeur te geven aan een andere interpretatie, die meer in overeenstemming is met de Grondwet. Een eerste antwoord op de gestelde vraag zou moeten luiden dat artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, in die zin opgevat dat het de Koning niet toestaat afbreuk te doen aan het recht van iedere persoon om elke vordering tot betaling die door of tegen hem is geformuleerd en iedere inhouding of beslag waarvan hij het voorwerp uitmaakt, aan een daadwerkelijke rechterlijke controle te onderwerpen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet schendt.

A.1.2. Vermits het Hof evenwel niet in staat is aan de verwijzende rechter de interpretatie van een wetkrachtige norm op te leggen die logischerwijze en vanuit juridisch oogpunt voorrang moet hebben, moet het zich uitspreken over de grondwettigheid, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, van artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, in zoverre dat artikel in die zin wordt opgevat dat het de Koning toestaat om, op het stuk van de B.T.W., wezenlijke afwijkingen van het gemeen recht van het beslag in te voeren die tot gevolg hebben dat afbreuk wordt gedaan aan het aan iedere persoon verleende recht om elke door of tegen hem geformuleerde vordering tot betaling en iedere inhouding of ieder beslag waarvan hij het voorwerp uitmaakt, aan een daadwerkelijke rechterlijke controle te onderwerpen.

In die interpretatie schendt de aan het Hof voorgelegde bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet om de volgende redenen.

Allereerst brengt zij de B.T.W.-schuldeisers in een discriminerende situatie. Overeenkomstig het gemeen recht van het beslag kunnen personen enkel het voorwerp uitmaken van een bewarend beslag voor zover het gaat om een spoedeisend geval (artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek), te hunnen aanzien een zekere, opeisbare, vaststaande

of voor een voorlopige raming vatbare schuldvordering bestaat (artikel 1415 van het Gerechtelijk Wetboek) en zij in alle gevallen over de mogelijkheid beschikken de maatregelen waarvan zij het voorwerp zijn, te onderwerpen aan een daadwerkelijke rechterlijke controle. De B.T.W.-schuldeiser kan zijnerzijds het voorwerp uitmaken van een inhouding die geldt als bewarend beslag onder derden, zonder dat moet worden aangetoond dat het gaat om een spoedeisend geval en zelfs zonder zekere, opeisbare en vaststaande schuldvordering, aangezien de rechterlijke controle die tegen een dergelijke inhouding kan worden uitgeoefend aldus beperkt wordt tot een louter formele controle.

Het is niet duidelijk welke objectieve en redelijke verantwoording kan worden gegeven voor het verschil in behandeling tussen de B.T.W.-schuldeisers, enerzijds, en om het even welke persoon die het voorwerp kan uitmaken van een bewarend beslag of van een analoge maatregel of zelfs, in het bijzonder, alle personen die de hoedanigheid van schuldeiser van de Staat hebben, of meer in het bijzonder al diegenen die fiscale schuldeiser van de Staat zijn of nog meer in het bijzonder al diegenen die fiscale schuldeiser van de Staat zijn op het stuk van de indirecte belastingen, anderzijds. De B.T.W.-schuldeisers maken, ten opzichte van de doelstelling die erin bestaat de invordering van de belastingen te waarborgen, het voorwerp uit van een inbreuk die onevenredig is, indien men het recht op een daadwerkelijke rechterlijke controle waarover eenieder beschikt, in aanmerking neemt.

Men merke op dat, terwijl, in de sector van het directe of indirecte fiscaal recht, situaties bestaan die analoog en vergelijkbaar zijn met die welke men op het stuk van de B.T.W. aantreft, geen technieken zijn ingevoerd die analoog zijn aan die welke is aangeklaagd.

A.1.3. De aan het Hof voorgelegde bepalingen, in de hiervoor gepreciseerde interpretatie, miskennen bovendien de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat zij aan de Belgische Staat een bevoorrechte positie verlenen ten opzichte van de andere schuldeisers die een bewarend beslag hebben laten leggen volgens het gemeen recht : het is niet duidelijk wat de bevoorrechte positie van de Belgische Staat, schuldeiser van een persoon die houder is van belastingkredieten op het stuk van de B.T.W., objectief en in redelijkheid zou kunnen verantwoorden.

Memorie van de Ministerraad en van de Belgische Staat

A.2.1. Zoals zij zijn geformuleerd, steunen de prejudiciële vragen op een onjuiste interpretatie van het B.T.W.-Wetboek. In zoverre de door het verwijzingsvonnis opgeworpen bezwaren steunen op de overweging dat de verwijzende rechter krachtens de aangevochten wettelijke bepaling geen enkele controle kan uitoefenen, behalve dan een controle die enkel de vorm betreft, op de inhouding die mogelijk wordt gemaakt door artikel 76 van het B.T.W.-Wetboek, zijn zij immers gebaseerd op een onjuiste lezing van de toepasselijke bepaling en hebben zij geen enkele grondslag.

De beoogde bepaling staat de uitvoerende macht immers niet toe aan de B.T.W.-plichtige, die in beginsel schuldeiser is van belastingkredieten, in geval van inhouding van belastingkredieten door de Belgische Staat ieder daadwerkelijk beroep voor een onafhankelijke rechtbank met volheid van rechtsmacht te ontzeggen, evenmin als zij die schuldeisers - die B.T.W.-plichtigen zijn - aan de willekeur van de administratie vermag te onderwerpen.

A.2.2. Het Hof vermag niettemin zijn grondwettigheidstoetsing van artikel 76 van het B.T.W.-Wetboek uit te oefenen door artikel 8.1 van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 in aanmerking te nemen. In dat verband moet worden opgemerkt dat het niet ongrondwettig is twee of meer categorieën van burgers verschillend te behandelen, voor zover het gemaakte onderscheid wordt verantwoord door een legitiem doel en de in werking gestelde middelen redelijk zijn en in verhouding staan tot dat doel.

Het arrest nr. 80/95 van 14 december 1995 wordt in herinnering gebracht. Tussen de inhoudingen van de belastingkredieten inzake B.T.W. en de inhouding die is beoogd door de bepaling die in dat arrest aan de orde staat, bestaan evenwel fundamentele verschillen : de inhouding van belastingkredieten heeft tot doel te verhinderen dat door de schuldeiser zelf een belastingkrediet wordt terugbetaald waarop de belastingplichtige geen enkel recht heeft; de procedure van inhoudingen van de B.T.W.-belastingkredieten kan enkel worden gevolgd onder de strikte voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit nr. 4, en die procedure voorziet in een jurisdictioneel beroep en een daadwerkelijke controle voor de beslagrechter, die een beoordelingsbevoegdheid heeft die analoog is aan die waarover hij in het gemeen recht beschikt, zelfs als die controle, in het bijzonder in het domein van het bewijs, moet worden uitgeoefend met inachtneming van regels die specifiek zijn voor de aangelegenheid van de B.T.W., vermits die bijzondere voorwaarden, die op sommige punten afwijken van het gemeen recht, objectief, legitiem en in redelijkheid zijn verantwoord.

Het feit dat de procedure van inhouding die geldt als bewarend beslag, geen bewarend beslag is maar een procedure *sui generis* die afwijkt van het Gerechtelijk Wetboek, is niet op zichzelf vatbaar voor kritiek : het Gerechtelijk Wetboek kan niet worden gelijkgesteld met de Grondwet; bijzondere wetten kunnen ervan afwijken. De legitieme doelstelling die de wetgever te dezen heeft nagestreefd is, in het kader van een verantwoord en doeltreffend beheer van de fiscale middelen van de Staat en van de overheidsmiddelen, de vrijwaring van de rechten van de Staat tegen de insolventie van zijn schuldenaars, en in het bijzonder de strijd tegen de thans vaak zeer verfijnde fraudemechanismen. Het gaat om een doelstelling die absoluut van wezenlijk belang is en die voorrang heeft.

De organisatie van de procedure van inhouding van de B.T.W.-belastingkredieten steunt op een onderscheid dat aan de hand van objectieve criteria wordt gemaakt en laat geen ruimte over voor de willekeur van de overheden. Zij heeft betrekking op alle B.T.W.-plichtigen die zijn beoogd in artikel 8.1, § 2, vierde en vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 4. Het gaat om categorieën van belastingplichtigen van wie de administratie heeft vastgesteld dat zij in beginsel over een belastingkrediet beschikken, maar waartegenover, geheel of ten dele, een B.T.W.-schuld staat die het resultaat is van de niet-naleving van de door het B.T.W.-Wetboek opgelegde verplichtingen.

De maatregel is relevant en evenredig ten opzichte van de nagestreefde doelstelling. In dat verband moet rekening worden gehouden met het daadwerkelijk jurisdictioneel beroep waarover de belastingplichtige beschikt krachtens artikel 8.1, § 3, tiende lid, van het koninklijk besluit nr. 4, dat de rechter de mogelijkheid biedt kennis te nemen van alle betwistingen die de partijen hebben opgeworpen omtrent de inhouding van een belastingkrediet waartoe de administratie is overgegaan, dit wil zeggen de legitimiteit en de regelmatigheid ervan te beoordelen en te onderzoeken of de voorwaarden met betrekking tot de grond en de vorm voor de vestiging van een inhouding van een belastingkrediet zijn vervuld. Bijgevolg moet worden opgemerkt dat zelfs als de geldigheidsvoorwaarden van de inhouding verschillen van die welke het beslag beheersen, de rol van de beslagrechter daadwerkelijk is en in wezen identiek is aan die welke hij geroepen wordt te spelen wanneer hij tussenkomt op grond van artikel 1395 van het Gerechtelijk Wetboek.

De bijzondere grond- en vormvoorwaarden waaraan de inhouding moet voldoen en op grond waarvan de beslagrechter zijn controle zal uitoefenen, zijn evenmin strijdig met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. De procedure heeft tot doel en tot gevolg dat aan een belastingplichtige de mogelijkheid wordt ontnomen zich een belastingkrediet te laten uitkeren waarop hij geen recht heeft en dat het evenwicht en de gelijkheid tussen de belastingplichtigen die de wettelijke verplichtingen in acht nemen en diegenen die de wet schenden wordt hersteld. Dat doel kan enkel worden bereikt door soepeler voorwaarden die zijn vastgesteld in artikel 8.1 van het koninklijk besluit nr. 4. Dat artikel bepaalt dat de voorwaarde met betrekking tot het spoedeisend karakter geacht wordt vervuld te zijn,

omdat het noodzakelijk is meteen te voorkomen dat onverschuldigde belastingkredieten aan de belastingplichtige worden gestort. De schuldvordering hoeft niet zeker te zijn, maar in geval van betwisting moet de beslagrechter onderzoeken of bij de administratie een schuldvordering bestaat die *prima facie* een schijn van gegrondheid vertoont. Wanneer hij tussenkomt in het domein van het beslag in de zin van het Gerechtelijk Wetboek oefent de beslagrechter dezelfde controle uit.

De rechter zal weliswaar gebonden zijn door de gewone bewijsregelen inzake B.T.W., dit wil zeggen meer bepaald door artikel 59 van het B.T.W.-Wetboek. Maar hetzelfde geldt in het kader van een procedure van bewarend beslag, vermits de rechter oog moet hebben voor de bewijsvoering die toepasselijk is in de bijzondere materie waarover hij geroepen wordt uitspraak te doen. Anderzijds wordt niet betoogd dat artikel 59 van het B.T.W.-Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden.

Wat de opeisbaarheid van de schuldvordering betreft, moet worden opgemerkt dat de controle van de beslagrechter identiek is aan die welke hij met betrekking tot een bewarend beslag zou uitoefenen.

Het verschil in behandeling dat zou voortvloeien uit andere bijkomende modaliteiten vastgesteld in het tiende lid van artikel 8.1, § 3, van het koninklijk besluit nr. 4 is eveneens in redelijkheid en legitiem verantwoord en staat in een evenredige verhouding tot de nagestreefde doelstelling.

Memorie van antwoord van de verzoekende partij voor de verwijzende rechter

A.3.1. De Ministerraad en de Belgische Staat vertegenwoordigd door de Minister van Financiën hebben een enige memorie ingediend, waardoor niet kan worden achterhaald wie welke opmerking heeft gemaakt. De bijzondere wet van 6 januari 1989 voorziet niet in de mogelijkheid, voor twee onderscheiden partijen, zich nader te verklaren door middel van een enig procedurestuk. De verzoekende partij richt zich naar de wijsheid van het Hof met betrekking tot de geldigheid van die gezamenlijke memorie.

A.3.2. In de memorie van de Ministerraad en de Belgische Staat wordt geen enkel antwoord gegeven op de tweede, de derde, de vierde en de vijfde vraag die de verwijzende rechter heeft gesteld.

A.3.3. Met betrekking tot de eerste vraag moet worden opgemerkt dat het standpunt dat de tegenpartijen in eerste instantie verdedigen, zowel in rechte als in feite onjuist is. Het is het Hof niet toegestaan zich in de plaats te stellen van de feitenrechter die, door het feit dat hij een prejudiciële vraag stelt, aantoonde dat het antwoord voor hem van belang is, gelet op het geding dat voor hem is gebracht. Wat van het Hof wordt verwacht, is het antwoord op een vraag, steunend op de omstandigheid dat de inhoud van een koninklijk besluit inbreuk maakt op een fundamenteel recht, om te achterhalen of voor de inhoud van dat besluit een in artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek vervatte machtiging voorhanden is.

Met betrekking tot het tweede standpunt dat door de tegenpartijen wordt verdedigd, moet in herinnering worden gebracht dat het Hof enkel bevoegd is om uitspraak te doen over wetskrachtige normen. In sommige gevallen heeft het Hof weliswaar beslist de inhoud van een koninklijk besluit te analyseren door het geval te beschouwen waarin de machtigingswet in die zin moet worden opgevat dat zij de Koning ertoe machtigt die maatregelen te nemen. Maar die rechtspraak dreigt moeilijke en, op het eerste gezicht, onoplosbare vragen te doen rijzen betreffende de interpretatie van de handelingen van de uitvoerende macht die de justitiële en administratieve rechters, enerzijds, en het Arbitragehof, anderzijds, tegenover elkaar zouden kunnen plaatsen; het debat dreigt zich te verplaatsen van het vlak van de grondwettigheid naar dat van de interpretatie van de handeling van de uitvoerende macht.

In dat verband kan worden opgemerkt dat de tegenpartijen zich in hun memorie in wezen uitspreken over kwesties betreffende de interpretatie van het koninklijk besluit nr. 4.

Voorts moet nog worden aangetoond waarom de procedure *sui generis* inzake B.T.W. niet verantwoord is in andere takken van de indirecte belastingen, in het fiscaal recht meer in het algemeen, of ten gunste van andere schuldeisers dan de Staat.

Met betrekking tot het feit dat de belastingplichtige niet beschikt over een recht op het belastingkrediet moet worden opgemerkt dat het recht op het belastingkrediet niet betwistbaar is en niet door de Staat wordt betwist, maar dat de schuld van de belastingplichtige wordt betwist. In het gemeen recht verzet een dergelijke situatie zich tegen iedere schuldvergelijking. De vraag rijst hoe het komt dat het inzake B.T.W. anders zou kunnen zijn. Er moet hoe dan ook worden verantwoord waarom de belastingkredieten worden beschouwd als zijnde « dikwijls fictief », waarom de B.T.W.-schuldeisers noodzakelijkerwijze fraudeurs zijn, wier enige zorg erin bestaat hun insolventie te organiseren en waarom de inbreuken inzake B.T.W. zwaarder zijn dan in gelijk welke andere tak van de fiscaliteit.

— B —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de memorie van de Ministerraad en van de Belgische Staat

B.1.1. De verzoekende partij voor de verwijzende rechter betwist de mogelijkheid voor twee onderscheiden partijen om één enkele memorie in te dienen.

B.1.2. Artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bepaalt dat binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de door de griffier krachtens de artikelen 76, 77 en 78 gedane kennisgevingen, de Ministerraad, de regeringen, de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en de personen aan wie die kennisgevingen zijn gericht, een memorie bij het Hof kunnen indienen.

De partijen in het geding voor het verwijzende rechtscollege zijn, krachtens artikel 77 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, personen aan wie die kennisgevingen zijn gericht.

Als partij voor de verwijzende rechter, is de Belgische Staat onderworpen aan artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989. Als uitdrukkelijk beoogde overheid, is de Ministerraad aan diezelfde bepaling onderworpen.

Niets belet dat twee partijen bedoeld in artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 één enkele memorie neerleggen, voor zover zij elk de hun toebedeelde termijn in acht nemen, hetgeen te dezen niet wordt betwist.

B.1.3. De exceptie van niet-ontvankelijkheid wordt bijgevolg verworpen.

Ten aanzien van de prejudiciële vragen

B.2. De Rechtbank van eerste aanleg te Brussel stelt het Hof een vraag over de bestaanbaarheid van artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het de Koning toestaat, ten voordele van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen, te voorzien in een inhouding van belastingkredieten geldend als bewarend beslag onder derden, waarbij de voorwaarde vereist door artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek wordt geacht vervuld te zijn en zelfs wanneer de belastingschuld niet de kenmerken vertoont die vereist zijn door artikel 1415 van dat Wetboek. De schending zou voortvloeien uit het feit dat die bepaling het mogelijk maakt op substantiële wijze af te wijken van het gemeen beslagrecht, meer bepaald van de artikelen 1413 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij de materiële bevoegdheid van de beslagrechter zich hooguit beperkt tot een formele controle.

Daaruit zou een eerste verschil in behandeling voortvloeien tussen de schuldeisers die houder zijn van een belastingkrediet inzake B.T.W., enerzijds, en de andere schuldeisers van de Belgische Staat, de categorieën van personen die een fiscale schuldvordering op de Belgische Staat hebben en de categorieën van personen die onderworpen zijn aan indirecte belastingen, anderzijds.

Een tweede verschil in behandeling zou eruit voortvloeien, ten gunste van de Belgische Staat als schuldeiser van de houder van het belastingkrediet, ten opzichte van de schuldeisers van diezelfde persoon, genoemd in artikel 1628, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, die een bewarend beslag volgens het gemeen recht hebben laten uitvoeren.

B.3. Artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, zoals het is gewijzigd bij artikel 86 van de wet van 28 december 1992, bepaalt :

« Wanneer het bedrag van de belasting die ingevolge de artikelen 45 tot 48 voor aftrek in aanmerking komt, aan het einde van het kalenderjaar meer bedraagt dan de belasting die verschuldigd is door de belastingplichtige die in België is gevestigd, in België een vaste inrichting heeft of die, overeenkomstig artikel 55, in België een aansprakelijke vertegenwoordiger heeft doen erkennen, dan wordt, onder de voorwaarden bepaald door de Koning, het verschil teruggegeven binnen drie maanden op uitdrukkelijk verzoek van de belastingplichtige.

De Koning kan bepalen dat het overschot, in de door Hem te bepalen gevallen en onder de door Hem te stellen voorwaarden, vóór het einde van het kalenderjaar wordt teruggegeven.

Met betrekking tot de in het eerste en tweede lid bedoelde voorwaarden kan de Koning ten voordele van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen, een inhouding voorzien die geldt als bewarend beslag onder derden in de zin van artikel 1445 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Artikel 1445 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

« Iedere schuldeiser kan, op grond van authentieke of onderhandse stukken, bij gerechtsdeurwaarder, onder een derde, bewarend beslag leggen op de bedragen of zaken die deze aan zijn schuldenaar verschuldigd is.

Bij stilzitten van zijn schuldenaar kan de schuldeiser, met toepassing van artikel 1166 van het Burgerlijk wetboek, dezelfde procedure voeren.

De akte van beslag bevat de tekst van de artikelen 1451 tot 1456 en de waarschuwing aan de derde-beslagene dat hij zich naar de bepalingen ervan moet gedragen. »

Uit de motivering van zijn vonnis blijkt dat de verwijzende rechter refereert aan het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, genomen ter uitvoering van het voormelde artikel 76, § 1.

Artikel 8.1, § 3, vierde lid, van dat besluit bepaalt :

« Indien de in het eerste lid bedoelde belastingschuld in het voordeel van de administratie geen schuldvordering vormt die geheel of gedeeltelijk zeker, opeisbaar en vaststaand is, wat onder meer het geval is wanneer ze wordt betwist of aanleiding heeft gegeven tot een dwangbevel bedoeld in artikel 85 van het Wetboek, waarvan de tenuitvoerlegging werd gestuit door het verzet bedoeld in artikel 89 van het Wetboek, wordt het belastingkrediet tot het beloop van de schuldvordering van de administratie ingehouden. Deze inhouding geldt als bewarend beslag onder derden tot het geschil definitief wordt beëindigd op administratieve wijze of bij wijze van een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest. Voor de toepassing van deze inhouding wordt de voorwaarde vereist door artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek geacht te zijn vervuld. »

De schuldeisers die houder zijn van een belastingkrediet inzake B.T.W., overigens schuldenaars van een fiscale schuld ten aanzien van de Staat, worden verschillend behandeld, vermits het belastingkrediet kan worden ingehouden tot beloop van hun schuld, volgens een procedure die afwijkt van de artikelen 1413 en 1415 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die artikelen bepalen :

« Art. 1413. Iedere schuldeiser kan in spoedeisende gevallen aan de rechter toelating vragen om op de voor beslag vatbare goederen van zijn schuldenaar bewarend beslag te leggen. »

« Art. 1415. Verlof om bewarend beslag te leggen mag niet worden verleend dan wegens een schuldvordering die zeker en opeisbaar is, en die vaststaande is of vatbaar voor een voorlopige raming.

[...] »

Artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, zoals het door de verwijzende rechter is geïnterpreteerd, stelt eveneens een verschil in behandeling in tussen de Staat als schuldeiser van de houder van het belastingkrediet en de andere schuldeisers van die persoon, genoemd in artikel 1628, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, die een bewarend beslag volgens het gemeen recht hebben laten uitvoeren.

B.4. Het Hof vermag zich enkel uit te spreken over het ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet al dan niet verantwoord karakter van een verschil in behandeling als dat verschil aan een norm met wetgevend karakter kan worden toegeschreven. In dat verband moet worden opgemerkt dat, wanneer een wetgever een machtiging verleent, aangenomen dient te worden - behoudens aanwijzingen in tegenovergestelde zin - dat hij de gemachtigde enkel de bevoegdheid verleent om die machtiging aan te wenden in overeenstemming met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het Hof zal de in artikel 8.1, § 3, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit tot uitdrukking gebrachte maatregel analyseren, niet om zich uit te spreken over de grondwettigheid van een koninklijk besluit, wat niet tot zijn bevoegdheid behoort, maar uitsluitend door het geval te beschouwen waarin, overeenkomstig de bewoordingen van de prejudiciële vraag, artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek in die zin dient te worden geïnterpreteerd dat het de Koning ertoe machtigt die maatregel te nemen.

B.5. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.6. Aangezien de opbrengst van de belasting enkel mag worden aangewend voor de behartiging van het algemeen belang en voor de inwerkingstelling door de overheid van haar verbintenissen ten aanzien van de collectiviteit, moet worden aangenomen dat de bewarende maatregelen ten gunste van de Staat mogen afwijken van sommige regels van het gemeen recht. De fiscale wetgever vermag dus van bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek af te wijken zonder daarom noodzakelijkerwijze de regels van gelijkheid en niet-discriminatie te miskennen.

B.7. Het Hof moet evenwel nagaan of, rekening houdend met de gevolgen ervan, de in het geding zijnde maatregel niet onevenredig is ten opzichte van het nagestreefde doel.

B.8. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek blijkt dat de wetgever ernaar heeft gestreefd de belangen van de Schatkist te vrijwaren en de fraude en belastingontwijking te voorkomen, « zonder evenwel de rechten van de belastingplichtige te schaden. De Regering is van oordeel dat dit het best kan geschieden

door aan deze inhouding de waarde te geven van een bewarend beslag onder derden dat uitgeoefend zou worden overeenkomstig de regelen en onder de voorwaarden die door de Koning te bepalen zijn. Wat niet specifiek door de Koning bepaald wordt, zou uiteraard overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek of andere wetsbepalingen die specifiek van toepassing zijn op de Staat, dienen te gebeuren » (*Gedr. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 684/2, p. 10; *Gedr. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 684/4, p. 54).

B.9. Al is het gewettigd dat de wetgever ernaar streeft de fiscale fraude te voorkomen en de belangen van de Schatkist te vrijwaren, vanuit de zorg voor gerechtigheid en om de taken van algemeen belang waarmee hij is belast zo goed mogelijk te vervullen, toch dient hij ervoor te zorgen dat de genomen maatregelen niet verder gaan dan hetgeen daartoe noodzakelijk is. De door het Hof uitgeoefende toetsing is strikter wanneer fundamentele beginselen in het geding zijn.

B.10. Volgens de verwijzende rechter zou artikel 76, § 1, slechts een formele toetsing door de beslagrechter mogelijk maken. Het Hof moet dus nagaan of de afwijkingen van het gemeen beslagrecht niet tot gevolg hebben dat de betrokken belastingplichtigen de essentiële waarborg wordt ontzegd die bestaat in de daadwerkelijke jurisdictionele controle betreffende de regelmatigheid en de geldigheid van de inhouding van een belastingschuld in een beslagprocedure.

In dat verband dient erop te worden gewezen dat, krachtens het tiende lid van artikel 8.1, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 29 december 1969, « de belastingplichtige [...] enkel verzet [kan] doen tegen de inhouding bedoeld in het vierde en het vijfde lid door toepassing te maken van artikel 1420 van het Gerechtelijk Wetboek. De beslagrechter kan evenwel de opheffing van het beslag niet gelasten zolang het door de processen-verbaal, bedoeld in het zesde lid, geleverde bewijs niet is weerlegd, zolang de gegevens overeenkomstig de procedures van de door de Europese Gemeenschappen uitgevaardigde reglementering inzake het uitwisselen van inlichtingen tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap niet werden bekomen of gedurende een opsporingsonderzoek van het Parket of een gerechtelijk onderzoek van de onderzoeksrechter ».

Hieruit vloeit voort dat de beslagrechter zich enkel kan uitspreken over de formele regelmatigheid van de inhoudingsprocedure en niet over de grondvoorwaarden ervan. Aangezien de beoordelingsbevoegdheid van de beslagrechter ten aanzien van het zekere, vaststaande en opeisbare karakter van de schuldvordering van de belastingadministratie uitgesloten is en bovendien volgens het vierde lid van artikel 8.1, § 3, van het besluit de gevolgen van de inhouding blijven bestaan zolang geen in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest is gewezen, worden de door de maatregel beoogde personen op onevenredige wijze geraakt in hun recht op een daadwerkelijk jurisdictioneel toezicht.

Artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, in die zin geïnterpreteerd dat het de Koning toestaat een inhouding van belastingkredieten geldend als bewarend beslag onder derden voor te schrijven, waarbij de voorwaarde vereist door artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek wordt geacht vervuld te zijn, zelfs wanneer de belastingschuld geen schuldvordering is overeenkomstig artikel 1415 van dat Wetboek, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het ertoe leidt dat de personen die het voorwerp van een inhouding uitmaken, iedere daadwerkelijke rechterlijke toetsing van de regelmatigheid en de geldigheid van de inhouding wordt ontzegd.

B.11. Het Hof stelt evenwel vast dat, op zich, artikel 76, § 1, derde lid, zich ertoe beperkt de Koning toe te staan « ten voordele van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen, een inhouding [te] voorzien die geldt als bewarend beslag onder derden in de zin van artikel 1445 van het Gerechtelijk Wetboek ».

Die tekst kan ook in die zin worden geïnterpreteerd dat hij de Koning niet toestaat dermate van het gemeen recht inzake bewarend beslag onder derden af te wijken dat Hij de personen die het voorwerp uitmaken van een inhouding ieder daadwerkelijk jurisdictioneel toezicht op de regelmatigheid en de geldigheid van die inhouding zou vermogen te ontzeggen. In die interpretatie schendt artikel 76, § 1, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, in die zin geïnterpreteerd dat het de Koning toestaat, ten voordele van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen, te voorzien in een inhouding van belastingkredieten geldend als bewarend beslag onder derden, waarbij de voorwaarde vereist door artikel 1413 van het Gerechtelijk Wetboek wordt geacht vervuld te zijn, zelfs wanneer de belastingschuld niet de kenmerken vertoont vereist door artikel 1415 van dat Wetboek, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het ertoe leidt dat aan de personen die het voorwerp van een inhouding uitmaken, iedere daadwerkelijke rechterlijke toetsing van de regelmatigheid en geldigheid van de inhouding wordt ontzegd.

In die zin geïnterpreteerd dat het de Koning niet toestaat de personen die het voorwerp uitmaken van een inhouding van een belastingkrediet, geldend als bewarend beslag onder derden, iedere daadwerkelijke rechterlijke toetsing van de regelmatigheid en geldigheid van die inhouding te ontzeggen, schendt artikel 76, § 1, van het B.T.W.-Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 7 juli 1998.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[S - C - 98/21377]

Urteil Nr. 78/98 vom 7. Juli 1998

Geschäftsverzeichnissnr. 1134

In Sachen: Präjudizielle Fragen in bezug auf Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches, gestellt vom Gericht erster Instanz Brüssel.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen

In seinem Urteil vom 10. Juli 1997 in Sachen der Ludeco AG gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 18. Juli 1997 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Fragen gestellt:

« Verstößt Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches, dahingehend aufgefaßt, daß er es dem König erlaubt, eine Einbehaltung der Steuerkredite als Sicherungspfändung in dritter Hand vorzuschreiben, wobei die Voraussetzung nach Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches als erfüllt gilt und da die Steuerschuld *per definitionem* keine Schuldforderung gemäß Artikel 1415 desselben Gesetzbuches zugunsten der Verwaltung ist, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung,

1. soweit er die Möglichkeit bietet, im Bereich der Mehrwertsteuer in erheblichem Maße vom gemeinrechtlichen Pfändungsrecht abzuweichen, insbesondere von den Artikeln 1413 ff. des Gerichtsgesetzbuches, da sich die sachliche Zuständigkeit des Richters höchstens auf eine förmliche Kontrolle beschränkt?

2. soweit er einen Behandlungsunterschied unter den verschiedenen Gläubigern des Belgischen Staates zuungunsten jener Gläubiger, die Inhaber eines Steuerkredits im Bereich der Mehrwertsteuer sind, einführt?

3. soweit er einen Behandlungsunterschied unter den verschiedenen Kategorien von Personen einführt, die Inhaber einer steuerlichen Schuldforderung dem Belgischen Staat gegenüber sind, da bei denjenigen, die Inhaber eines Steuerkredits im Bereich der Mehrwertsteuer sind, eine Einbehaltung durchgeführt werden kann, die als Sicherungspfändung in dritter Hand gilt, und zwar unter den vorstehend in Erinnerung gerufenen Umständen?

4. soweit er einen Behandlungsunterschied unter den verschiedenen Kategorien von Personen einführt, die indirekten Steuern unterliegen und Inhaber einer steuerlichen Schuldforderung dem Belgischen Staat gegenüber sind, und zwar zuungunsten derjenigen, die Inhaber eines Steuerkredits im Bereich der Mehrwertsteuer sind, und bei denen eine Einbehaltung durchgeführt werden kann, die als Sicherungspfändung in dritter Hand gilt, und zwar unter den vorstehend in Erinnerung gerufenen Umständen?

5. soweit er einen Behandlungsunterschied zugunsten des Belgischen Staates einführt, der Gläubiger des Inhabers des Steuerkredits ist, und der Gläubiger derselben Person, auf die sich Artikel 1628 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches bezieht, die nach dem gemeinen Recht eine Sicherungspfändung haben durchführen lassen? »

II. Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren

Die klagende Partei beantragt bei der Pfändungskammer des Gerichts erster Instanz Brüssel, die als Sicherungspfändung in dritter Hand geltenden Einbehaltungen, die der Belgische Staat vorgenommen hat, aufheben zu lassen, und fordert infolgedessen die Rückgabe von Geldbeträgen.

Im Anschluß an verschiedene Kontrollen, die der Beklagte durchgeführt hat, hat die Verwaltung der Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänen oder die Sondersteuerinspektion Protokolle erstellt, mit denen sie der Klägerin gewisse betrügerische Praktiken zur Last legt. Folglich wurden von ihr Geldbeträge verlangt. Die Klägerin hat gegen diese Ansprüche Einspruch eingelegt.

Im übrigen wurde die Klägerin zur Gläubigerin von Geldbeträgen gegenüber dem Beklagten durch Anwendung der Mehrwertsteuermechanismen.

Der Beklagte stützte sich auf Artikel 8.1 § 3 Absatz 4 des königlichen Erlasses Nr. 4 vom 29. Dezember 1969 bezüglich der Mehrwertsteuer-Rückerstattungen in der durch den königlichen Erlaß vom 14. April 1993 abgeänderten Fassung und nahm Einbehaltungen, die als Sicherungspfändungen in dritter Hand galten, zu Händen des Hauptkontrolleurs des Mehrwertsteuerdienstes auf die Beträge vor, deren Gläubigerin die Klägerin ist, und als Sicherheit für den Betrag, den der Beklagte von ihr fordert.

Vor dem Gericht erster Instanz Brüssel, Pfändungskammer, machte die Klägerin Artikel 76 des Mehrwertsteuergesetzbuches geltend, insofern er, verlängert durch Artikel 8.1 § 3 Absatz 4 des königlichen Erlasses Nr. 4 vom 29. Dezember 1969, Diskriminierungen schaffe, die durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung verboten seien.

Das Gericht hat es als angebracht erachtet, dem Antrag, gewisse präjudizielle Fragen an den Hof zu richten, stattzugeben. Daher hat es die obenangeführten präjudiziellen Fragen gestellt.

III. Verfahren vor dem Hof

Durch Anordnung vom 18. Juli 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 17. September 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. September 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der klagenden Partei vor dem verweisenden Richter, mit Gesellschaftssitz in 1060 Brüssel, rue Coenraets 64, mit am 23. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, und dem Belgischen Staat, mit am 27. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 14. November 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagende Partei vor dem verweisenden Richter hat mit am 11. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 18. Dezember 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 18. Juli 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 29. April 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 27. Mai 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 30. April 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 27. Mai 1998

- erschienen

. RA M. Marlière und RA T. Vandenput *loco* RA X. Leurquin, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei vor dem verweisenden Richter,

. RA F. T'Kint, beim Kassationshof zugelassen, für den Ministerrat und den Belgischen Staat,

- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
 - wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.
- Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Schriftsatz der klagenden Partei vor dem verweisenden Richter

A.1.1. Die Auslegung, die der verweisende Richter der Gesetzesnorm gebe oder scheine geben zu können, sei für den Hof nicht bindend, da es diesem freistehe, eine andere, der Verfassung eher entsprechende Auslegung vorzuziehen. Eine erste Antwort auf die gestellte Frage sollte darin bestehen zu sagen, daß Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches, in dem Sinne ausgelegt, daß er es dem König nicht gestatte, das einer jeden Person zuerkannte Recht, jede von ihr oder gegen sie vorgebrachte Zahlungsforderung und jede Einbehaltung oder Pfändung, deren Gegenstand sie sei, einer tatsächlichen richterlichen Kontrolle zu unterziehen, zu verletzen, nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße.

A.1.2. Da der Hof jedoch nicht imstande sei, dem verweisenden Richter die Auslegung einer Gesetzesnorm aufzuerlegen, die logisch und rechtlich vorherrschen müsse, müsse er sich zur Verfassungsmäßigkeit von Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches in bezug auf die Artikel 10 und 11 der Verfassung aussprechen, insofern dieser Artikel so ausgelegt werde, daß er es dem König gestatte, in bezug auf die Mehrwertsteuer wesentliche Abweichungen vom gemeinrechtlichen Pfändungsrecht vorzunehmen, die eine Beeinträchtigung des einer jeden Person zuerkannten Rechtes zur Folge hätten, jede von ihr oder gegen sie vorgebrachte Zahlungsforderung und jede Einbehaltung oder Pfändung, deren Gegenstand sie sei, einer tatsächlichen richterlichen Kontrolle zu unterziehen.

In dieser Auslegung verstoße die dem Hof unterbreitete Bestimmung aus folgenden Gründen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Zunächst versetze sie die Mehrwertsteuergläubiger in eine diskriminierende Lage. Gemäß dem gemeinrechtlichen Pfändungsrecht dürften Personen nur unter der Bedingung Gegenstand einer Sicherungspfändung sein, daß Dringlichkeit vorliege (Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches), daß ihnen gegenüber eine sichere, einforderbare, feststehende oder vorläufig veranschlagbare Forderung bestehe (Artikel 1415 des Gerichtsgesetzbuches) und daß sie in allen Fällen über die Möglichkeit verfügten, die auf sie angewandten Maßnahmen einer effektiven richterlichen Kontrolle zu unterziehen. Der Mehrwertsteuergläubiger könne seinerseits Gegenstand einer als Sicherungspfändung in dritter Hand geltenden Einbehaltung sein, ohne daß bewiesen werden müsse, daß Dringlichkeit vorliege, und auch wenn keine sichere, einforderbare und feststehende Forderung bestehe, wobei die richterliche Kontrolle, die in bezug auf eine solche Einbehaltung ausgeübt werden könne, auf diese Weise auf eine rein förmliche Kontrolle beschränkt sei.

Es sei nicht zu erkennen, welche objektive und vernünftige Rechtfertigung für den Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Mehrwertsteuergläubigern und andererseits gleich welcher anderen Person vorgebracht werden könne, die Gegenstand einer Sicherungspfändung oder einer gleichwertigen Maßnahme sein könne, oder genauer gesagt allen Personen, die die Eigenschaft als Gläubiger gegenüber dem Staat hätten, oder noch genauer, all jener, die Steuergläubiger des Staates seien, oder noch weiter genauer, all jener, die Steuergläubiger des Staates in bezug auf indirekte Steuern seien. Mehrwertsteuergläubiger seien Gegenstand einer Beeinträchtigung, die gegenüber dem Ziel, die Eintreibung der Steuern zu gewährleisten, unverhältnismäßig sei, wenn man das Recht eines jeden auf eine effektive richterliche Kontrolle berücksichtige.

Es sei daher festzuhalten, daß ähnliche und vergleichbare Situationen wie diejenigen, die man im Mehrwertsteuerbereich antreffe, im Bereich des direkten oder indirekten Steuerrechtes bestünden, während Techniken, die mit den angeprangerten vergleichbar seien, nicht eingeführt würden.

A.1.3. Die dem Hof unterbreiteten Bestimmungen mißachteten in der oben präzisierten Auslegung im übrigen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie dem Belgischen Staat eine privilegierte Stellung gegenüber den anderen Gläubigern, die gemäß dem Gemeinrecht eine Sicherungspfändung hätten vornehmen lassen, einräumten; es sei nicht erkennbar, was die privilegierte Stellung des Belgischen Staates als Gläubiger einer Person, die Inhaberin von Steuergläubigern im Bereich der Mehrwertsteuer sei, objektiv und vernünftig rechtfertigen könne.

Schriftsatz des Ministerrates und des Belgischen Staates

A.2.1. So, wie sie formuliert seien, beruhten die präjudiziellen Fragen auf einer falschen Auslegung des Mehrwertsteuergesetzbuches. Insofern die durch das Verweisungsurteil erhobenen Einwände auf der Überlegung beruhten, daß der verweisende Richter aufgrund der strittigen Gesetzesbestimmung keinerlei Kontrolle, es sei denn eine rein förmliche, über die durch Artikel 76 des Mehrwertsteuergesetzbuches gestattete Einbehaltung ausüben könne, beruhten sie nämlich auf einer falschen Lesart der anwendbaren Bestimmung und entbehrten jeglicher Grundlage.

In der Tat erlaube die angefochtene Bestimmung es der Exekutive nicht, dem Mehrwertsteuerpflichtigen, der grundsätzlich Gläubiger von Steuergläubigern sei, im Falle der Einbehaltung von Steuergläubigern durch den Belgischen Staat jeglichen effektiven Einspruch vor einem unabhängigen Gericht, das über volle Rechtsprechungsbefugnis verfüge, zu versagen, genausowenig wie sie diese Gläubiger - Steuerpflichtige - der Willkür der Verwaltung unterwerfe.

A.2.2. Der Hof könne jedoch seine Kontrolle der Verfassungsmäßigkeit über Artikel 76 des Mehrwertsteuergesetzbuches ausüben, indem er Artikel 8.1 des königlichen Erlasses Nr. 4 vom 29. Dezember 1969 berücksichtige. Diesbezüglich sei anzumerken, daß es nicht verfassungswidrig sei, zwei oder mehrere Kategorien von Bürgern unterschiedlich zu behandeln, vorausgesetzt, die Unterscheidung sei durch einen rechtmäßigen Zweck gerechtfertigt und die angewandten Mittel seien vernünftig und hinsichtlich dieses Zwecks verhältnismäßig.

Das Urteil Nr. 80/95 vom 14. Dezember 1995 sei in Erinnerung zu rufen. Es bestünden jedoch zwischen den Einbehaltungen von Steuergläubigern im Bereich der Mehrwertsteuer und der Einbehaltung, die in der durch dieses Urteil angefochtenen Bestimmung vorgesehen sei, grundlegende Unterschiede: Die Einbehaltung von Steuergläubigern habe den Zweck zu vermeiden, daß durch den Gläubiger selbst ein Steuerkredit zurückgezahlt werde, auf den der Steuerpflichtige kein Anrecht habe; das Verfahren der Einbehaltungen von Mehrwertsteuergläubigern könne nur unter den im königlichen Erlaß Nr. 4 vorgesehenen strengen Bedingungen angewandt werden, und dieses Verfahren sehe einen gerichtlichen Einspruch sowie eine effektive Kontrolle vor dem Pfändungsrichter vor, der eine Ermessensbefugnis besitze, die mit derjenigen zu vergleichen sei, die er im Gemeinrecht besitze, selbst wenn diese Kontrolle insbesondere in bezug auf den Beweis unter Berücksichtigung der Regeln ausgeübt werden müsse, die spezifisch seien für den Bereich der Mehrwertsteuer, wobei diese besonderen Bedingungen, die in gewissen Punkten vom Gemeinrecht abwichen, objektiv, legitim und vernünftig gerechtfertigt seien.

Der Umstand, daß das Einbehaltungsverfahren, das als Sicherungspfändung gelte, keine Sicherungspfändung, sondern ein Verfahren *sui generis* sei, das vom Gerichtsgesetzbuch abweiche, könne an sich nicht bemängelt werden, denn das Gerichtsgesetzbuch sei nicht mit der Verfassung gleichzustellen; Sondergesetze könnten davon abweichen.

Das vom Gesetzgeber im vorliegenden Fall legitimerweise angestrebte Ziel bestehe darin, im Rahmen einer verantwortungsvollen und effizienten Verwaltung der Steuermittel des Staates und der öffentlichen Gelder die Rechte des Staates gegenüber der Zahlungsunfähigkeit seiner Schuldner zu schützen und insbesondere die heutigen Betrugsmechanismen, die häufig sehr ausgeklügelt seien, zu bekämpfen. Es handele sich um ein absolut wesentliches und vorrangiges Ziel.

Die Organisation des Verfahrens der Einbehaltung von Mehrwertsteuerkrediten beruhe auf einer Unterscheidung, die anhand objektiver Kriterien vorgenommen werde, und lasse keinen Raum für die Willkür der öffentlichen Hand. Sie betreffe alle Mehrwertsteuerpflichtigen, auf die sich Artikel 8.1 § 2 Absätze 4 und 5 des königlichen Erlasses Nr. 4 beziehe. Es handele sich um Kategorien von Steuerpflichtigen, bei denen die Verwaltung festgestellt habe, daß sie grundsätzlich über einen Steuerkredit verfügten, dem jedoch insgesamt oder teilweise eine Mehrwertsteuerschuld gegenüberstehe, die sich aus der Nichteinhaltung der durch das Mehrwertsteuergesetzbuch auferlegten Verpflichtungen ergebe.

Die Maßnahme sei zweckdienlich und stehe im Verhältnis zum angestrebten Ziel. Diesbezüglich müsse der effektive gerichtliche Einspruch berücksichtigt werden, über den der Steuerpflichtige aufgrund von Artikel 8.1 § 3 Absatz 10 des königlichen Erlasses Nr. 4 verfüge; dieser erlaube es dem Richter, über alle von den Parteien aufgeworfenen Anfechtungen bezüglich der Einbehaltung von Steuerkrediten durch die Verwaltung zu befinden, das heißt deren Rechtmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit einzuschätzen und zu prüfen, ob die inhaltlichen und formalen Bedingungen für die Durchführung der Einbehaltung eines Steuerkredits erfüllt seien. Wenn die Bedingungen für die Gültigkeit der Einbehaltung sich also von denjenigen der Pfändung unterschieden, sei die Rolle des Pfändungsrichters effektiv und im wesentlichen mit derjenigen identisch, die er zu spielen habe, wenn er auf der Grundlage von Artikel 1395 des Gerichtsgesetzbuches handle.

Die besonderen inhaltlichen und formalen Bedingungen, denen die Einbehaltung entsprechen müsse und aufgrund deren der Pfändungsrichter seine Kontrolle ausüben werde, würden ebenfalls nicht im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung stehen. Das Verfahren habe zum Ziel und zur Folge, die Möglichkeit eines Steuerpflichtigen, sich einen Steuerkredit auszahlen zu lassen, auf den er kein Anrecht habe, abzuschaffen sowie den Ausgleich und die Gleichheit zwischen den Steuerpflichtigen, die die gesetzlichen Verpflichtungen einhielten, und denjenigen, die gegen das Gesetz verstießen, wiederherzustellen. Dieses Ziel könne nur durch flexiblere Bedingungen erreicht werden, die in Artikel 8.1 des königlichen Erlasses Nr. 4 festgelegt seien. Dieser Artikel sehe vor, daß die Bedingung der Dringlichkeit als erfüllt gelte, weil es notwendig sei, unverzüglich zu vermeiden, daß dem Steuerpflichtigen ihm nicht zustehende Steuerkredite ausgezahlt würden. Die Forderung müsse nicht sicher sein, doch im Falle der Anfechtung müsse der Pfändungsrichter prüfen, ob auf Seiten der Verwaltung eine Forderung bestehe, die *prima facie* einen Anschein der Begründetheit aufweise. Wenn er im Bereich der Pfändungen im Sinne des Gerichtsgesetzbuches handle, führe der Pfändungsrichter die gleiche Kontrolle durch.

Gewiß werde der Richter durch die gewöhnlichen Beweisregeln im Bereich der Mehrwertsteuer gebunden, das heißt genauer gesagt durch Artikel 59 des Mehrwertsteuergesetzbuches. Das gleiche gelte jedoch im Rahmen eines Verfahrens der Sicherungspfändung, da der Richter auf die Art und Weise des Beweises achten müsse, die auf den besonderen Sachbereich, über den er zu befinden habe, anwendbar sei. Andererseits werde nicht behauptet, daß Artikel 59 des Mehrwertsteuergesetzbuches die Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachte.

In bezug auf die Einforderbarkeit der Forderung sei die Kontrolle des Pfändungsrichters identisch mit derjenigen, die er in bezug auf eine Sicherungspfändung ausübe.

Der Behandlungsunterschied, der sich aus anderen, zusätzlichen Modalitäten ergeben würde, die in Absatz 10 von Artikel 8.1 § 3 des königlichen Erlasses Nr. 4 vorgesehen seien, sei ebenfalls vernünftig und rechtmäßig gerechtfertigt und in bezug auf das angestrebte Ziel verhältnismäßig.

Erwiderungsschriftsatz der klagenden Partei vor dem verweisenden Richter

A.3.1. Der Ministerrat und der Belgische Staat, vertreten durch den Finanzminister, hätten einen einzigen Schriftsatz eingereicht, so daß es nicht möglich sei, die Anmerkungen des einen oder des anderen zu erkennen. Das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 sehe nicht die Möglichkeit vor, daß zwei getrennte Parteien sich durch ein einziges Verfahrensdokument ausdrückten. Die klagende Partei richte sich in bezug auf die Gültigkeit dieses gemeinsamen Schriftsatzes nach dem Ermessen des Hofes.

A.3.2. Der Schriftsatz des Ministerrates und des Belgischen Staates liefere keine Antwort auf die zweite, dritte, vierte und fünfte Frage, die der verweisende Richter gestellt habe.

A.3.3. Bezüglich der ersten Frage sei der zuerst von den Gegenparteien vertretene Standpunkt rechtlich und faktisch falsch. Der Hof sei nicht ermächtigt, an die Stelle des Tatrichters zu treten, der durch den Umstand, daß er eine präjudizielle Frage stelle, nachweise, daß die Antwort für ihn angesichts des ihm unterbreiteten Streitfalles ein Interesse aufweise. Vom Hof erwarte man die Antwort auf eine Frage, die darauf beruhe, daß der Inhalt eines königlichen Erlasses ein Grundrecht beeinträchtige, und mit der gefragt werde, ob das durch diesen Erlaß Beschlossene in Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches eine Ermächtigung finde.

In bezug auf den zweiten Standpunkt der Gegenparteien sei daran zu erinnern, daß der Hof nur befugt sei, über Gesetznormen zu befinden. In gewissen Urteilen entscheide der Hof zwar, den Inhalt eines königlichen Erlasses zu prüfen, indem er davon ausgehe, daß das Ermächtigungsgesetz so auszulegen sei, als würde es den König ermächtigen, diese Maßnahmen zu ergreifen. Diese Rechtsprechung laufe jedoch Gefahr, schwierige und auf den ersten Blick unlösbare Fragen bezüglich der Auslegung der Handlungen der Exekutive aufzuwerfen, wodurch die ordentlichen und Verwaltungsrichter einerseits dem Schiedshof andererseits gegenübergestellt werden könnten; die Debatte laufe Gefahr, sich von der Ebene der Verfassungsmäßigkeit auf diejenige der Auslegung der Handlungen der Exekutive zu verlagern.

Diesbezüglich könne man anmerken, daß die Gegenparteien sich in ihrem Schriftsatz im wesentlichen zu Fragen der Auslegung des königlichen Erlasses Nr. 4 äußerten.

Schließlich sei noch zu beweisen, warum das Verfahren *sui generis* im Bereich der Mehrwertsteuer nicht in anderen Bereichen der indirekten Steuern, hinsichtlich des Steuerrechtes mehr allgemein oder zugunsten anderer Gläubiger als dem Staat zu rechtfertigen sei.

In bezug auf das Fehlen eines Anspruchs des Steuerpflichtigen auf den Steuerkredit sei anzumerken, daß der Anspruch auf den Steuerkredit nicht anfechtbar sei und nicht vom Staat bestritten werde, sondern daß die Schuld des Steuerpflichtigen bestritten werde. Im Gemeinrecht schließe eine solche Situation jeglichen Ausgleich aus. Man frage sich, wie dies im Bereich der Mehrwertsteuer anders sein könne. Ferner sei noch zu rechtfertigen, warum die Steuerkredite als « oft fiktiv » angesehen würden, warum die Mehrwertsteuergläubiger notwendigerweise Betrüger seien, deren einzige Sorge darin bestehe, ihre Zahlungsunfähigkeit herbeizuführen, und warum Übertretungen im Bereich der Mehrwertsteuer schwerwiegender seien als in allen anderen Steuerbereichen.

— B —

In bezug auf die Zulässigkeit des Schriftsatzes des Ministerrates und des Belgischen Staates

B.1.1. Die klagende Partei vor dem verweisenden Richter ficht die Möglichkeit an, daß zwei getrennte Parteien einen einzigen Schriftsatz einreichen.

B.1.2. Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sieht vor, daß innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Eingang der durch den Kanzler aufgrund der Artikel 76, 77 und 78 vorgenommenen Zustellungen der Ministerrat, die Regierungen, die Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen und die Adressaten dieser Zustellungen einen Schriftsatz an den Hof richten können.

Die Parteien im Verfahren vor dem verweisenden Richter sind aufgrund von Artikel 77 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 Adressaten dieser Zustellungen.

Als Partei vor dem verweisenden Richter unterliegt der Belgische Staat Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989. Als ausdrücklich vorgesehene Behörde unterliegt der Ministerrat derselben Bestimmung.

Nichts hindert die beiden in Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 vorgesehenen Parteien daran, einen einzigen Schriftsatz einzureichen, vorausgesetzt, sie beachten beide die ihnen auferlegte Frist, was im vorliegenden Fall nicht bestritten wird.

B.1.3. Die Unzulässigkeitseinrede wird somit abgewiesen.

In bezug auf die präjudiziellen Fragen

B.2. Das Gericht erster Instanz Brüssel stellt dem Hof eine Frage über die Vereinbarkeit von Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insofern er es dem König gestattet, zugunsten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänen eine Einbehaltung von Steuerkrediten, die als Sicherungspfändung in dritter Hand gilt, vorzusehen, wobei die durch Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebene Bedingung als erfüllt gilt, selbst wenn die Steuerschuld nicht die durch Artikel 1415 dieses Gesetzbuches vorgeschriebenen Merkmale aufweist. Der Verstoß ergebe sich daraus, daß diese Bestimmung es ermögliche, in wesentlicher Weise vom gemeinrechtlichen Pfändungsrecht abzuweichen, insbesondere von den Artikeln 1413 ff. des Gerichtsgesetzbuches, da sich die sachliche Zuständigkeit des Pfändungsrichters höchstens auf eine förmliche Kontrolle beschränke.

Daraus ergebe sich ein erster Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Gläubigern, die Inhaber eines Steuerkredits im Bereich der Mehrwertsteuer seien, und andererseits den anderen Gläubigern des Belgischen Staates, den Kategorien von Personen, die Inhaber einer Steuerforderung gegenüber dem Belgischen Staat seien, und den Kategorien von Personen, die indirekten Steuern unterlägen.

Daraus ergebe sich ein zweiter Behandlungsunterschied zugunsten des Belgischen Staates als Inhaber des Steuerkredits gegenüber den Gläubigern derselben Personen, die in Artikel 1628 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches angeführt seien, und nach dem Gemeinrecht eine Sicherungspfändung hätten vornehmen lassen.

B.3. Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches in der durch Artikel 86 des Gesetzes vom 28. Dezember 1992 abgeänderten Fassung besagt:

« Übersteigt der Betrag der in den Artikeln 45 bis 48 vorgesehenen abzuziehenden Steuern den Betrag, der am Ende des Kalenderjahres von dem Mehrwertsteuerpflichtigen geschuldet wird, der in Belgien niedergelassen ist, in Belgien eine feste Einrichtung hat oder in Belgien gemäß Artikel 55 einen verantwortlichen Vertreter hat anerkennen lassen, wird dieser Überschuß unter den vom König festgesetzten Bedingungen auf ausdrücklichen Antrag des Mehrwertsteuerpflichtigen innerhalb von drei Monaten zurückerstattet.

Der König kann in den von Ihm bestimmten Fällen und unter den von Ihm festgelegten Bedingungen die Erstattung des Überschusses vor dem Ende des Kalenderjahres vorsehen.

In bezug auf die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Bedingungen kann der König zugunsten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänen eine Einbehaltung vorsehen, die als Sicherungspfändung in dritter Hand im Sinne von Artikel 1445 des Gerichtsgesetzbuches gilt. »

Artikel 1445 des Gerichtsgesetzbuches besagt:

« Jeder Gläubiger kann aufgrund von öffentlichen oder privaten Urkunden Sicherungspfändungen durch Gerichtsvollzieher bei einem Dritten vornehmen lassen für die Beträge und Sachen, die dieser seinem Schuldner schuldet.

Bei Untätigkeit seines Schuldners kann der Gläubiger in Anwendung von Artikel 1166 des Zivilgesetzbuches das gleiche Verfahren anwenden.

Die Pfändungsurkunde enthält den Text der Artikel 1451 bis 1456 und die Warnung an den gepfändeten Dritten, daß er diese Bestimmungen einhalten muß. »

Aus der Begründung seines Urteils geht hervor, daß der verweisende Richter auf den königlichen Erlaß Nr. 4 vom 29. Dezember 1969 bezüglich der Mehrwertsteuer-Rückerstattungen Bezug nimmt, so wie dieser durch den in Ausführung des obengenannten Artikels 76 § 1 ergangenen königlichen Erlaß vom 14. April 1993 abgeändert wurde.

Artikel 8.1 § 3 Absatz 4 dieses Erlasses besagt:

« Wenn die in Absatz 1 genannte Steuerschuld nicht ganz oder teilweise eine sichere, feststehende und einforderbare Forderung zugunsten der Verwaltung darstellt, was insbesondere der Fall ist, wenn sie bestritten wird oder wenn sie zu einer in Artikel 85 des Gesetzbuches vorgesehenen Zwangsmaßnahme geführt hat, deren Vollstreckung durch den in Artikel 89 des Gesetzbuches vorgesehenen Widerspruch unterbrochen wurde, wird der Steuerkredit bis zur Höhe der Forderung der Verwaltung einbehalten. Diese Einbehaltung gilt als Sicherungspfändung in dritter Hand, bis die Streitsache entweder auf Verwaltungsebene oder durch ein rechtskräftiges Urteil endgültig abgeschlossen ist. Zur Anwendung dieser Einbehaltung wird davon ausgegangen, daß die durch Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebene Bedingung erfüllt ist. »

Die Gläubiger, die Inhaber eines Steuerkredits im Bereich der Mehrwertsteuer und außerdem Schuldner einer Steuerschuld gegenüber dem Staat sind, erfahren eine unterschiedliche Behandlung, da der Steuerkredit bis zur Höhe ihrer Schuld einbehalten werden kann nach einem Verfahren, das von den Artikeln 1413 und 1415 des Gerichtsgesetzbuches abweicht.

Diese Artikel besagen:

« Art. 1413. Jeder Gläubiger kann in Dringlichkeitsfällen beim Richter die Genehmigung beantragen, zur Sicherung die seinem Schuldner gehörenden pfändbaren Güter zu pfänden. »

« Art. 1415. Die Sicherungspfändung darf nur für eine sichere und einforderbare, feststehende oder vorläufig veranschlagbare Forderung genehmigt werden.

[...] »

Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches in der Auslegung durch den verweisenden Richter führt ebenfalls einen Behandlungsunterschied zwischen dem Staat als Gläubiger des Inhabers des Steuerkredits und den anderen Gläubigern dieser Person, die in Artikel 1628 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnt sind, ein, die entsprechend dem Gemeinrecht eine Sicherungspfändung haben vornehmen lassen.

B.4. Der Hof darf sich nur zur gerechtfertigten oder nicht gerechtfertigten Beschaffenheit eines Behandlungsunterschiedes in Anbetracht der Artikel 10 und 11 der Verfassung aussprechen, wenn dieser Unterschied auf eine Gesetzgebungsnorm zurückzuführen ist. Diesbezüglich ist festzuhalten, daß in dem Fall, wo ein Gesetzgeber eine Ermächtigung erteilt, davon auszugehen ist, daß er - außer bei anderslautenden Angaben - den Beauftragten nur ermächtigt, seine Befugnis gemäß den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu nutzen.

Der Hof wird die in Artikel 8.1 § 3 Absatz 4 des obengenannten königlichen Erlasses ausgedrückte Maßnahme nicht prüfen, um sich zur Verfassungsmäßigkeit eines königlichen Erlasses zu äußern, was nicht zu seinem Befugnisbereich gehört, sondern lediglich ausgehend von dem Fall - gemäß dem Wortlaut der präjudiziellen Frage -, daß Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches in dem Sinne auszulegen ist, daß er den König ermächtigt, diese Maßnahme zu ergreifen.

B.5. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.6. Insofern das Steueraufkommen nur dazu verwendet werden darf, dem Gemeinwohl zu dienen und die öffentliche Hand ihre Verpflichtungen gegenüber der Allgemeinheit erfüllen zu lassen, muß angenommen werden, daß Sicherungsmaßnahmen zugunsten der Interessen des Staates von gewissen Regeln des Gemeinrechts abweichen können. Der Steuergesetzgeber kann daher von Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches abweichen, ohne notwendigerweise die Regeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu mißachten.

B.7. Der Hof muß jedoch prüfen, ob die angefochtene Maßnahme unter Berücksichtigung ihrer Auswirkungen nicht unverhältnismäßig im Vergleich zum angestrebten Ziel ist.

B.8. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches geht hervor, daß der Gesetzgeber bemüht war, die Interessen der Staatskasse zu wahren sowie Betrug und Steuerhinterziehung zu vermeiden, « ohne jedoch den Rechten des Steuerpflichtigen zu schaden. Zu diesem Zweck ist die Regierung der Auffassung, daß die beste Lösung darin besteht, dieser Einbehaltung den Wert einer Sicherungspfändung zu verleihen, die innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen, die der König festsetzt, auszuüben ist. Für das, was nicht spezifisch durch den König bestimmt würde, müßten dann das Gerichtsgesetzbuch oder die anderen gegenüber dem Staat anwendbaren Gesetzesbestimmungen Anwendung finden » (*Parl. Dok*, Kammer, 1992-1993, Nr. 684/2, S. 10; *Parl. Dok*, Kammer, 1992-1993, Nr. 684/4, S. 54).

B.9. Es ist zwar legitim, daß der Gesetzgeber sich darum bemüht, der Steuerhinterziehung vorzubeugen und die Interessen der Staatskasse zu schützen, dies aus Sorge um die Gerechtigkeit und zur bestmöglichen Erfüllung der ihm obliegenden gemeinnützigen Aufgaben, doch die ergriffenen Maßnahmen dürfen nicht über das hinausgehen, was zu diesem Zweck notwendig ist. Die Kontrolle des Hofes ist strenger, wenn es um grundlegende Prinzipien geht.

B.10. Nach Auffassung des verweisenden Richters würde Artikel 76 § 1 nur eine förmliche Kontrolle des Pfändungsrichters ermöglichen. Der Hof muß daher prüfen, ob die Abweichungen vom gemeinrechtlichen Pfändungsrecht nicht dazu führen, daß den betroffenen Steuerpflichtigen die wesentliche Garantie der effektiven richterlichen Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit und Gültigkeit der Einbehaltung einer Steuerschuld in einem Pfändungsverfahren entzogen wird.

Diesbezüglich ist festzuhalten, daß aufgrund von Artikel 8.1 § 3 Absatz 10 des obengenannten königlichen Erlasses vom 29. Dezember 1969 « der Steuerpflichtige [...] nur Einspruch gegen die in den Absätzen 4 und 5 vorgesehene Einbehaltung einlegen [kann], indem er Artikel 1420 des Gerichtsgesetzbuches anwendet. Der Pfändungsrichter darf jedoch nicht die Aufhebung der Pfändung anordnen, solange der Beweis, der durch die in Absatz 6 vorgesehenen Protokolle erbracht wird, nicht widerlegt ist, solange die Angaben gemäß den Verfahren im Sinne der durch die Europäischen Gemeinschaften erlassenen Vorschriften über den Austausch von Auskünften zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft nicht erzielt wurden, oder während der Dauer einer Voruntersuchung der Staatsanwaltschaft oder einer Untersuchung des Untersuchungsrichters ».

Folglich kann der Pfändungsrichter sich nur zur förmlichen Ordnungsmäßigkeit des Einbehaltungsverfahrens äußern, und nicht zu dessen inhaltlichen Bedingungen. Da also die Ermessensbefugnis des Pfändungsrichters in bezug auf die sichere, feststehende und einforderbare Beschaffenheit der Forderung der Steuerverwaltung ausgeschlossen ist und außerdem gemäß Artikel 8.1 § 3 Absatz 4 des Erlasses die Auswirkungen der Einbehaltung bestehen bleiben, solange kein rechtskräftiges Urteil vorliegt, werden die von der Maßnahme betroffenen Personen in unverhältnismäßiger Weise in ihrem Recht auf eine effektive richterliche Kontrolle beeinträchtigt.

Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992, dahingehend ausgelegt, daß er den König ermächtigt, eine Einbehaltung von Steuereinkünften als Sicherungspfändung in dritter Hand vorzuschreiben, wobei davon ausgegangen wird, daß die durch Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebene Bedingung erfüllt ist, selbst wenn die Steuerschuld keine Forderung gemäß Artikel 1415 dieses Gesetzbuches darstellt, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er dazu führt, den Personen, die Gegenstand einer Einbehaltung sind, jegliche effektive richterliche Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit und Gültigkeit der Einbehaltung zu entziehen.

B.11. Der Hof stellt jedoch fest, daß Artikel 76 § 1 Absatz 3 selbst sich darauf beschränkt, den König zu ermächtigen, « zugunsten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänen eine Einbehaltung [vorzusehen], die als Sicherungspfändung in dritter Hand im Sinne von Artikel 1445 des Gerichtsgesetzbuches gilt ».

Dieser Text kann auch so ausgelegt werden, daß er den König nicht ermächtigt, so weit vom Gemeinrecht bezüglich der Sicherungspfändung in dritter Hand abzuweichen, daß Er den Personen, die Gegenstand einer Einbehaltung sind, jegliche effektive richterliche Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit und Gültigkeit dieser Einbehaltung entziehen könnte. In dieser Auslegung verstößt Artikel 76 § 1 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992, dahingehend ausgelegt, daß er den König ermächtigt, zugunsten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänen eine Einbehaltung von Steuereinkünften als Sicherungspfändung in dritter Hand vorzuschreiben, wobei davon ausgegangen wird, daß die durch Artikel 1413 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebene Bedingung erfüllt ist, selbst wenn die Steuerschuld nicht die durch Artikel 1415 dieses Gesetzbuches vorgeschriebenen Merkmale aufweist, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er dazu führt, den Personen, die Gegenstand einer Einbehaltung sind, jegliche effektive richterliche Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit und Gültigkeit der Einbehaltung zu entziehen.

So ausgelegt, daß er den König nicht ermächtigt, den Personen, die Gegenstand einer Einbehaltung eines Steuerkredits als Sicherungspfändung in dritter Hand sind, jegliche effektive richterliche Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit und Gültigkeit dieser Einbehaltung zu entziehen, verstößt Artikel 76 § 1 des Mehrwertsteuergesetzbuches nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 7. Juli 1998.

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.



COUR D'ARBITRAGE

[C - 98/21379]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par jugement du 1^{er} juillet 1998 en cause de L. Versolato contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 14 juillet 1998, le Tribunal du travail de Namur a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 1^{er}ter inséré par l'article 76 de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi (Moniteur du 19.2.1998) dans la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives en cas d'infraction à certaines lois sociales, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne permet pas aux personnes qui exercent devant le tribunal du travail le recours prévu par l'article 8 de cette loi de bénéficier d'une réduction de l'amende au dessous de 40 % ou 80 % des minima légaux, selon le cas, lorsque pour une même infraction, elles peuvent bénéficier, devant le tribunal correctionnel, de l'application de l'article 85 du Code pénal, entraînant, soit la réduction de l'amende à une peine de police, soit la constatation de l'extinction de l'action publique par prescription ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1374 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C - 98/21379]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij vonnis van 1 juli 1998 in zake L. Versolato tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 14 juli 1998, heeft de Arbeidsrechtbank te Namen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 1^{ter}, bij artikel 76 van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling (*Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998) ingevoegd in de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het de personen die voor de arbeidsrechtbank het beroep instellen waarin artikel 8 van die wet voorziet, niet de mogelijkheid biedt een verlaging van de boete te genieten tot onder 40 % of 80 % van de wettelijke minima, al naar het geval, wanneer zij, voor eenzelfde misdrijf, voor de correctionele rechtbank de toepassing van artikel 85 van het Strafwetboek kunnen genieten, waardoor ofwel de geldboete tot een politiestraf zou worden verlaagd, ofwel zou worden vastgesteld dat de strafvordering is uitgedoofd door verjaring ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1374 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 98/21379]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil vom 1. Juli 1998 in Sachen L. Versolato gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 14. Juli 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Namur folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 1^{ter}, der durch Artikel 76 des Gesetzes vom 13. Februar 1998 zur Festlegung von Bestimmungen zur Förderung der Beschäftigung (*Belgisches Staatsblatt* vom 19. Februar 1998) in das Gesetz vom 30. Juni 1971 über die im Falle von Zuwiderhandlungen gegen bestimmte Sozialgesetze anwendbaren Ordnungsbußen eingefügt wurde, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er den Personen, die die in Artikel 8 dieses Gesetzes vorgesehene Klage vor dem Arbeitsgericht erheben, nicht die Möglichkeit bietet, eine Herabsetzung der Geldbuße bis unter 40 % oder 80 % der gesetzlichen Mindestsätze - je nach dem Fall - zu genießen, wenn sie für die gleiche Straftat vor dem Strafgericht die Anwendung von Artikel 85 des Strafgesetzbuches genießen können, wodurch entweder die Geldbuße auf eine Polizeistrafe herabgesetzt wird oder festgestellt wird, daß die öffentliche Klage durch Verjährung erloschen ist? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1374 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.